

LE COMBAT SYNDICALISTE

Bimestriel Anarcho-syndicaliste de la CNT-AIT de Midi-Pyrénées

La lettre du C.D.E.S. ISSN

CONTRE LA LOGIQUE CARCERALE



Les petits plaisirs militants. STEPHANIE EST INNOCENTE. STEPHANIE ECROU 2943. COMMUNIQUE DE LA CNT-AIT et des AMIS DE STEPHANIE. ACTIONS. Comment les faucheurs naïfs se font faucher. De la docilité de l'armée de réserve. Nouvelles de Louisiane. Religions, nations, ethnies, communautés, y'en a marre ! Mythologie de la Libération. Quelques vraies vérités. Représentativité. International. Courier...

N° 87 - octobre - novembre 2004 - 1.5 euros

La Lettre du C.D.E.S

bulletin du réseau
Le Combat Syndicaliste
Bimestriel de l'union régionale
Midi-Pyrénées de la CNT-AIT

Abonnement un an

Tarif normal :
7.5 euros

Abonnement de soutien :
15 euros ou plus

Libellez vos chèques à l'ordre de :
CDES, CCP 3 087 21 H Toulouse
et envoyez-les à l'adresse ci-dessous

Pour contacter le journal Le Combat Syndicaliste

7, rue St-Rémésy
31000 Toulouse
Tél_Fax : 05 61 52 86 48

Les articles en ligne

Sur le site de la CNT-AIT de Toulouse :
<http://cnt-ait.info>

Secrétariat régional

CNT-AIT, B.P. 158
82001 Montauban cedex

Autres adresses

secrétariat de l'AIT

AIT, NSF boks 1977, Vika, N-0121 OSLO,
Norvège.

CNT, Bureau confédéral

B.P. 51142, 34008 Montpellier Cedex1
<http://www.cnt-ait-fr.org>

UR Aquitaine : CNT-AIT, BP 8176, 64181
Bayonne Cedex. **UR Méditerranée** : CNT-
AIT, Vieille Bourse du Travail, 13 rue de
l'Académie, 13001 Marseille. **UR**
Normandie : CNT, BP 2010, 14019 Caen
Cedex. **UR Paris-Nord** : CNT, BP 352,
75526 Paris Cdx 11. **Rhône-Alpes** : CNT,
BP 223, 38405 St Martin d'Hères Cedex.

La Lettre du C.D.E.S

ISSN 1240-0009 CPPAP 72171
Directeur J. Pastor IMP.SPE CNT.AIT

Le Combat Syndicaliste est rédigé, réa-
lisé et imprimé à titre militant par des
adhérents de la CNT-AIT, chômeurs ou
salariés, après leur journée de travail.
Nous tenons à remercier tous ceux qui
nous envoient des infos, articles, cou-
pures de presse, dessins ... qui nous per-
mettent d'enrichir la rédaction.

Les p'tits plaisirs du militant

Vous ne connaissez pas Vaour ? C'est un petit village charmant et buco-
lique, entouré de bois et de vignes, du côté de Gaillac. On dit souvent
que dans ces petits bourgs perdus, on peut trouver, en chinant au fond
d'un grenier ou d'une grange, une relique des temps anciens, un témoi-
gnage touchant des mœurs et des sciences passés : une houe, un joug, un
vieux obus. A Vaour, sans chiner, nous avons trouvé un petit maire d'époque.
C'était au mois d'août dernier, durant le camping libertaire. Une vingtaine
d'entre nous, apprenant que se tenait à Vaour un festival " d'art et culture
" avec musiques polies et théâtrales en verve, décidèrent d'y aller une soi-
rée, histoire de diffuser quelques idées. Les touristes en mal de culture y
seraient peut être sensibles ? Et nous pourrions faire connaître la lutte de
Stéphanie, notre copine en taule. La petite troupe cosmopolite (des
copains espagnols et un compagnon russe étaient là aussi) débarqua donc
en début de soirée devant la mairie de Vaour, avec pour toute arme, des
tracts, des brochures, et des sandwiches. On installa une petite table
devant la mairie sur le trottoir, juste à côté de la bibliothèque municipale
où de braves dames vendaient quelques boissons dont un cocktail de jus
de fruits de luxe baptisé "Bakounine" et vendu... 2 euros 50 ! Mauvais pré-
sage ! Quand l'anarchie est à ce prix là, c'est que les bobos ont pris le pou-
voir. En effet, à peine avions-nous installé notre table de presse, que de
soit-disant organisateurs du festival, puis le maire, tels des mouches sur un
pot de confiture rouge, vinrent en essaim nous prier de déguerpir au nom
de la liberté, de la république, de la démocratie et autres gros mots de
petits maîtres. Si certains de nos " opposants " se montrèrent fort courtois
et ouverts à la discussion, le maire, tel un coq dans son poulailler, vociféra
qu'il était "ici chez lui ! qu'il était celui qui décide... chez lui ! et qu'on
n'avait rien à faire... chez lui !". Comme si, sous le maire de la république,
se cachait un petit hobereau défendant jalousement ses terres et ses
ouailles contre les idées malsaines venues d'ailleurs. Et, se lançant dans
une piètre leçon de démocratie, il nous expliqua que "s'il nous laissait faire
notre propagande ici, il ne pourrait pas empêcher les fascistes de le
faire !". Un compagnon lui répliqua que lorsqu'on emploie de telles
méthodes pour combattre le fascisme, le fascisme a déjà gagné une
bataille. Mais le roitelet n'entendit rien et, en bon démocrate responsable,
appela la police. Cinq pandores débarquèrent sans trop d'élan, saisirent
quelques brochures, se risquèrent à rechercher un hypothétique respon-
sable de ce groupe hétéroclite, tentèrent sans conviction d'obtenir des
pièces d'identité puis s'enfermèrent avec le maire dans sa mairie de chez
lui et s'attablèrent de longues minutes à la recherche d'un arrêté interdis-
ant la tenue de notre table de presse. Durant tout ce numéro de mairi-
cratie, de nombreuses personnes faisaient la queue à côté de nous pour
voir une œuvre théâtrale démocratique sûrement, sur la liberté peut être.
Très peu nombreuses furent celles qui relevèrent leur nez de leurs chaus-
sures. Seuls quelques courageux houspillèrent le maire et crièrent " vos
papiers ! ". Nous prîmes soin de tout ranger dès que la foule entra au
spectacle et on laissa le maire et ses compagnons dans sa mairie de chez
lui, sans doute lecteurs attentifs de notre propagande. Une foule qui s'en
vient docile voir de la démocratie en toc, un petit maire qui se prend pour
un châtelain, Bakounine réduit à l'état de jus de fruit de luxe, c'était un peu
"Voyage au centre du mensonge démocratique". Quelques jours plus tard,
le maire ou un de ses scribes nous qualifia dans la presse locale de com-
mando anarcho-fasciste ! Visiblement, rien n'énervait plus un maire de chez
lui que la pratique basique de la liberté d'expression. Pour nous, cela avait
été l'occasion d'une bonne partie de rigolade, on s'était bien fait plaisir.
On avait rencontré quelques personnes sympathiques, échangé des
adresses, fait signer la pétition pour la copine, et fait, une fois de plus, la
démonstration de ce que liberté et démocratie veulent dire pour des élus.

A.

Stephanie EST INNOCENTE

Incarcérée depuis le 29 avril 2004 sous l'accusation d'avoir étouffé son bébé à la naissance, Stéphanie est innocente : une expertise de laboratoire le démontre. Pourtant, elle reste en prison. Pourquoi ?

Le 22 mars 2004, Stéphanie, qui est déjà mère d'un enfant de trois ans, accouche à l'improviste. Elle n'avait pas conscience d'être enceinte. Elle présentait ce que les médecins appellent un "dénî de grossesse". Il s'agit d'un état pathologique dans lequel non seulement la femme ne se sait pas enceinte mais, de plus, ne présente aucun des signes habituels de grossesse (ni "masque de grossesse", ni "gros ventre", ni fatigues particulières...). Il s'agit d'une maladie connue des spécialistes et parfaitement documentée. Les experts psychiatres et psychologues mandatés par le juge d'instruction ont reconnu que Stéphanie souffrait de ce syndrome. N'ayant pu prendre la mesure de son état, elle accouche seule dans les toilettes de sa maison dans des conditions épouvantables, avec une hémorragie massive. Le nouveau-né ne donne aucun signe de vie, il est ou mort ou en état de mort apparente. Pour que son autre fils -qui à ce moment là est la seule autre personne présente dans la maison- ne voit pas le corps, elle le met dans un sac plastique et le cache dans la machine à laver. Son hémorragie continue. Sa propre vie n'est sauvée qu'*in extremis* par l'arrivée de son compagnon qui alerte immédiatement le SAMU. Hospitalisée en urgence, Stéphanie, au sortir de l'hôpital, est admise dans une clinique psychiatrique. Le 29 avril, les gendarmes se présentent à la clinique. Les perfusions lui sont pratiquement arrachées. Elle est incarcérée pour infanticide car, d'après le scénario élaboré par la police puis repris par la justice, elle aurait étouffé volontairement son nouveau-né en l'enveloppant dans ce fameux sac en plastique. Sa famille et ses amis ont très rapidement mis en relief les incohérences de ce scénario en établissant que Stéphanie ne présentait aucun signe de grossesse, qu'il n'y avait aucun mobile pour qu'elle tue son bébé...

Au cours de l'été, un examen de laboratoire, une expertise anatomopathologique (c'est-à-dire l'étude au microscope des différents tissus organiques) est venu effondrer totalement le scénario policier.

L'experte, Professeur à la faculté de médecine, choisie par la juge d'instruction, a en effet établi de façon irréfutable, "l'absence de stigmates pouvant évoquer une asphyxie ou une suffocation", apportant ainsi la preuve scientifique que Stéphanie n'avait pas étouffé son bébé. De plus elle a établi la présence de liquide amniotique

dans les poumons du nouveau-né, ce qui est tout à fait compatible avec les descriptions de Stéphanie concernant l'état de mort au moins apparente du nouveau-né. Ajoutons que l'inhalation de liquide amniotique est soi une cause potentielle de décès spontané d'un nouveau-né par détresse respiratoire quand il n'y a pas une prise en charge spécialisée en urgence.

Comme il n'y a par ailleurs aucun signe de violences ou de cause provoquée de mort, la conclusion s'impose d'elle-même : Les causes du décès sont naturelles.

OTAGE A SEYSSSES

Ce rapport d'expertise tout à fait essentiel a été remis à la justice au mois de juillet. La juge d'instruction serait à ce moment-là partie en vacances sans en avoir connaissance ou sans le lire semble-t-il, et ce jusqu'au 6 septembre. Aucun autre magistrat n'a pris sur soi de faire libérer notre amie, malgré une demande de mise en liberté très argumentée. Voilà l'explication off, très légère il est vrai, que l'on nous a donné sur le "fonctionnement" de l'institution judiciaire pour nous faire patienter. Mais cette explication n'est qu'une explication de circonstance qui empêche d'aller au fond du problème. A savoir de réfléchir sur la nature de cette institution judiciaire. Tout le monde se doute bien que si Stéphanie avait été l'épouse d'un notable proche du pouvoir, elle aurait été cru sur parole. Elle a d'emblée décrit l'état de mort, au moins apparente, du nourrisson, elle a présenté indubitablement un déni de grossesse, il n'y avait aucune raison pour ne pas la croire en attendant que les expertises sur les causes de la mort arrivent. D'autant qu'elle était hospitalisée en clinique, les deux psychiatres immédiatement consultés (dont un expert) ayant conclu à la nécessité d'un long traitement. Il n'y avait donc aucune "urgence" à l'emprisonner. Pourtant, on est allé la chercher à la clinique. C'est bien une justice faite pour les puissants qui s'exprime dans ce cas comme dans tant d'autres. Stéphanie est en prison parce qu'elle est coupable en tant que femme de n'avoir pu mener jusqu'au bout sa grossesse. C'est vraiment encore la justice "des hommes" dans toute sa splendeur ! Circonstance aggravante pour une magistrature réactionnaire elle vit en

SUITE PAGE 4

union libre, et le couple milite à la CNT-AIT.

Stéphanie, innocente du crime dont on l'accuse, est en prison en tant que femme et en tant qu'opposante à la société et au système capitaliste. Ni prévenue, ni encore moins condamnée, ayant maintenant la preuve scientifique de son innocence, de la même façon que d'autres sont otages des talibans ou de la mafia, elle est un OTAGE de l'Etat français

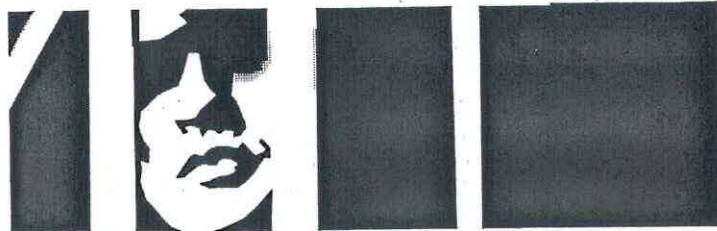
LE SALE BOULOT DE LA DÉPÊCHE DU MIDI.

Autre élément trouble du dossier : ce sont les fuites qui ont permis de manipuler l'opinion publique. Dans les heures suivant le drame elles ont permis aux journalistes de La Dépêche du Midi de diffuser les propos, pourtant confidentiels, tenus pendant la garde à vue par le couple victime de cette tragédie. Rappelons que ces propos étaient tenus séparément, l'un ne sachant ce que disait l'autre, mais en même temps. Qui donc pouvait diffuser ces propos tenus en concomitantes aux dates des 23 et 24 mars 2004^{*1}. L'article du 24 mars 2004 de la Dépêche du Midi ne pouvait être qu'orienté et culpabilisant, car il reprenait un montage des morceaux choisis par ceux qui ont organisé ces fuites. Ces derniers ont soufflé à l'oreille des journalistes leur version du drame. D'après eux Stéphanie aurait étouffé son bébé à l'aide du sac en plastique dans lequel on a retrouvé le corps. Nous l'avons vu, l'expertise scientifique citée plus haut rejette cette thèse paranoïaque. Mais tout ceci apporte la preuve que les fuites ont bien lieu quand cela arrange le pouvoir : Plus de six semaines après la remise de l'expertise anatomopathologique, aucun article de presse n'en a évoqué les conclusions. Si à l'inverse ce rapport avait "enfoncé" Stéphanie nous pouvons être sûrs que des fuites "miraculeuses" auraient eu lieu dans les 24 heures ! Dans cette affaire, le rapport anatomopathologique est un élément essentiel. Il est curieux que ceux qui se retranchent derrière le devoir d'information du public n'en ait pas soufflé mot à ce même public !

Volontairement ou non La Dépêche du Midi a participé à la tentative, qui a échoué, de salir et de détruire des opposants politiques à ce système^{*2}.

Paul

1_ L'article en question a été publié dans l'édition du 24 mars, ce qui laisse entendre que "les informations" sont arrivées en fin de soirée du 23 1 bis. _ Que fait le parquet ? Son rôle est pourtant de poursuivre la moindre infraction au Code Pénal, dans le cas présent les faits sont sanctionnables par les articles 226.1 et 226.2 or le parquet ne se préoccupe pas pour l'instant de savoir quels sont les coupables de cette violation flagrante de la loi qu'il est chargé de faire respecter. 2. Le directeur de la prison a d'ailleurs empêché Stéphanie de recevoir les journaux suivants : "Courrier international" et "Lutte Ouvrière", sans doute jugés trop subversifs...



Stéphanie ÉCROU 2943

Plus de 4 mois déjà... 4 mois que son fils de trois ans réclame sa maman, sans comprendre ce que peut être la prison, ni pourquoi elle y est enfermée ! Les cris de colère de ses amis contre la justice ne sont pas entendus. Le désarroi de son compagnon et de son fils, ne touche pas les juges.

STEPHANIE est INNOCENTE.

Le déni de grossesse, elle l'a subi, exactement comme une maladie que l'on ne choisit pas, et la guérison exige des soins qu'elle ne reçoit pas et qui sont remplacés par le châtimement de l'enfermement.

Pourtant Stéphanie serre les dents et s'accroche. Elle s'accroche pour tous ceux qui l'attendent dehors et qui la soutiennent. Elle remplit ses journées comme elle le peut, de sport, d'activités, de réponses à tous ses courriers.. En effet, la solidarité est importante. Stéphanie reçoit jusqu'à 15 courriers par jour, des timbres, du papier, des mandats... qui sont souvent partiellement stoppés par le greffe.

Son caractère sociable, son ouverture d'esprit et sa tolérance lui ont fait surmonter les éventuelles difficultés relationnelles avec ses co-détenues. Jour après jour, l'espoir et le désespoir se côtoient : l'espoir d'une bonne nouvelle, en juin l'espoir de partir à la mer avec son fils pendant l'été, en août l'espoir d'être à ses côtés pour la première rentrée en maternelle en septembre, aujourd'hui l'espoir..... d'être près de lui au sapin de Noël ?

Et quand une bonne nouvelle arrive comme le rapport anatomopathologique logiquement l'innocentant, les juges "sortent un autre lapin du chapeau" pour la maintenir incarcérée. Elle a toujours été une mère exemplaire pour son fils, attentive et disponible. L'après-midi du drame, malgré ses souffrances physiques et son désespoir psychologique, elle a eu la lucidité de protéger son enfant en le mettant à la sieste avec un biberon. Et quand, dans un geste instinctif, désespéré, elle cache le nouveau-né mort dans la machine à laver, c'est encore pour protéger son petit garçon d'une image traumatisante.

Stéphanie ne tiendra plus longtemps. Son moral est en train de décliner très sérieusement, comme l'on peut le deviner dans ses courriers. Les parloirs accordés sont peu nombreux et trop courts. On attend depuis plus de deux mois et demi des réponses à d'autres droits de visite qui pourraient la reconforter... Pour comprendre la dimension de son désarroi, n'oublions pas non plus comment son entrée à la prison a été violente psychologiquement : sortie par les gendarmes de la clinique psychiatrique où elle était encore sous perfusion, Stéphanie s'est retrouvée en cellule.

Sa détresse et son sentiment d'injustice l'accompagnent tout au long de ses journées.

STEPHANIE est INNOCENTE. ELLE DOIT ETRE LIBEREE; VITE.

Les amis de Stéphanie

COMMUNIQUÉ DE LA C.N.T / A.I.T

Stéphanie est une militante de la CNT-AIT que nous connaissons tous et qui a participé à nos luttes depuis 1995. C'est pourquoi, dès le départ de l'affaire, le syndicat interco CNT- AIT de Toulouse a soutenu les "Amis de Stéphanie", sans pour autant s'impliquer directement.

Aujourd'hui un fait nouveau, l'expertise anatomo-pathologique des poumons du nouveau-né, permet de conclure à l'innocence de Stéphanie. Cependant notre compagne reste malgré tout en prison. Cela apporte un autre éclairage sur la nature de la répression que subit Stéphanie. En effet il faut constater que ce qui est reproché à Stéphanie ce sont des éléments aussi ridicules que subjectifs et qui sont les suivants : Stéphanie, mère d'un enfant de trois ans, vit en union libre et s'est vu reprocher ses tenues vestimentaires et sa sexualité (Stéphanie, bien que vivant en union libre, a été soupçonnée d'adultère !). Par ailleurs, le compagnon de Stéphanie, bien que totalement hors de cause, a lui aussi été victime, grâce à des fuites très suspectes, d'articles de presse portant atteinte à sa vie privée. Il faut dire qu'il est également militant de la CNT-AIT et qu'il est entièrement solidaire de sa compagne. Tout laisse donc penser que la décision de maintenir Stéphanie en prison est une décision arbitraire uniquement inspirée par la personnalité, la vie privée et l'engagement politique de Stéphanie et de son compagnon.

Ceci constitue une atteinte gravissime aux libertés individuelles en général et aux droits des femmes en particulier.

CNT-AIT

7 RUE ST REMESY 31000 TOULOUSE

COMMUNIQUÉ DES AMIS DE STÉPHANIE À LA PRESSE

A propos de Stéphanie, la jeune mère
de famille dont le nouveau-né
a été retrouvé mort le 22 mars 2004

Stéphanie, la jeune mère de famille dont le nouveau-né a été retrouvé mort le 22 mars 2004 a été mise en examen pour infanticide le 29 mars 2004 et placée en détention provisoire le 29 avril 2004 alors que les causes de la mort du nouveau-né étaient encore inconnues. Un rapport d'expertise anatomo-pathologique des poumons de l'enfant mort-né a été rendu au mois de juillet. Ce rapport a été effectué, à la demande de la juge d'instruction en charge du dossier, par un professeur de la faculté de médecine. Il décèle à l'analyse microscopique des tissus pulmonaires une "présence de liquide amniotique" et une absence de "stigmates pouvant évoquer une asphyxie ou une suffocation".

Ce rapport vient définitivement fermer la seule piste existante de mort provoquée volontairement et devrait logiquement orienter l'enquête vers la thèse accidentelle. En effet, l'inhalation de liquide amniotique est une cause importante de mort à la naissance. Pourtant 7 semaines après la remise de cette expertise officielle, Stéphanie est toujours accusée de meurtre et elle est toujours en prison. L'institution judiciaire sait maintenant que cette jeune femme a été victime d'une tragédie épouvantable. D'après les médecins, y compris les experts nommés par la juge d'instruction, elle a subi un important traumatisme psychique qui nécessite des soins appropriés. Quelle est alors la signification du maintien en détention ? L'État français a-t-il une si grande haine des femmes en souffrance et des mères de famille victimes de dépression qu'il les considère a priori comme des criminelles ? Ou bien est-ce la personnalité, le mode de vie et l'engagement politique de Stéphanie qui ne conviennent pas ?

Dans tous les cas il s'agit là d'une affaire gravissime dans une société qui se veut démocratique.

Les amis de Stéphanie

Stéphanie ACTIONS

Depuis le 1 mai 2004, malgré la manipulation médiatique de l'opinion nous ne sommes pas restés inactifs. Plus de 3000 pétitions demandant la libération de Stéphanie ont été signées.

1^{ER} Mai 2004 : Présence et intervention des Amis de Stéphanie devant la prison de Seysses dans laquelle Stéphanie venait d'être incarcérée la veille.

Du 2 au 12 juin 2004 : A l'occasion de la représentation de la pièce de théâtre "Voltaire sauve Calas"; Intervention dans la grand chambre de la cour d'appel du tribunal, les 2 et 3 juin : Le monde judiciaire, les élus et les journalistes présents ont eu leur tract "Déni de Justice". Puis tractage à chaque représentation grand public.

12 Juin 2004 Rassemblement d'une centaine d'amis de Stéphanie place du Capitole, intervention à la sono et signature de pétitions devant les portes de la mairie fermées pour l'occasion.

19 Juin 2004: Participation à la marche sur le tribunal pour dénoncer les dysfonctionnements de la "Justice"

Jeudi 16 septembre : Table de presse et tractage devant le tribunal à l'occasion du procès contre les faucheurs d'OGM.

#

POUR SOUTENIR Stéphanie:

PARTICIPEZ :

/// A LA MARCHÉ SUR SEYSSSES
SAMEDI 16 OCTOBRE

/// AU DEBAT PUBLIC
LUNDI 15 NOVEMBRE
(voir infos en dernière page)

_ Signez et faites signer la pétition,
_ Photocopiez et diffusez partout nos infos

_ Ecrivez à M. le Juge des libertés,
TGI, place du Salin 31000 Toulouse
et à M. le Directeur de la prison,
BP 85, Seysses, 31603 Muret

_ Prenez contact avec les
"Amis de Stéphanie", 7 rue St Rémésy,
31000 Toulouse

_ Aidez financièrement : chèques à l'ordre
de : CDES, CCP 3 087 21 H
(à l'adresse ci-dessus)

_ Ecrivez à Stéphanie
(à l'adresse ci-dessus, qui transmettra)

COMMENT LES FAUCHEURS NAÏFS SE FONT FAUCHER PAR LES CRS



ON LE SAIT, JOSÉ BOVÉ N'EST NI CONTRE L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE, NI CONTRE LE CAPITALISME, MAIS IL FAIT SA CARRIÈRE MÉDIATIQUE SUR LA MAL-BOUFFE ET LE REFUS DES OGM DANS SON ASSIETTE, AU MOINS TANT QU'UN CHERCHEUR FOU N'AURA RÉUSSI À FABRIQUER UNE BREBIS GÉNÉTIQUEMENT MODIFIÉE DONT LES MAMELLES PRODUIRAIENT DIRECTEMENT DU ROQUEFORT.

ON L'AVAIT DÉJÀ VU AMENER SON TROUPEAU D'ANTI-OGM SE FAIRE PRENDRE LE PORTRAIT PAR LES FLICS ET LES TÉLÉVISIONS AU MOMENT OÙ ILS FAUCHAIENT UN CHAMP DE MAÏS, VOICI LE TÉMOIGNAGE D'UN DE CES NAÏFS MANIPULÉS QUI CROYAIT SANS DOUTE QUE DANS UN SYSTÈME "DÉMOCRATIQUE", IL SUFFIT D'ÊTRE DE BONNE FOI POUR SE FAIRE ENTENDRE PAR LE POUVOIR.

« Alors voilà, en ce qui nous concerne, nous étions venus de Montpellier à neuf, parmi nous il y avait, tout confondu, des membres du CROAC (Collectif de Résistance et d'Offensive Anti Capitaliste), des Antipubs et des Décroissants. Arrivée sur place vers 12h. Réunion collective de préparation, pendant laquelle absolument tout le monde ignore la violence qui va suivre, puisque les autres fauchages s'étaient très bien passés, sans violence. José Bové conseille aux femmes de passer devant afin de montrer qu'elles aussi sont en lutte, et, pour qu'elles puissent arracher de l'OGM, on conseille même de leur faire une allée d'honneur jusqu'aux OGM et on demande à ceux qui ont déjà fauché les autres fois de laisser l'honneur de le faire aux nouveaux car le champ n'est pas grand et que pour les 800 que nous étions, il était clair que tout le monde ne pouvait pas faucher. Sur ce, nous partons, j'étais même un peu déçu, me disant, bon ça ne va prendre que 5 à 10 minutes sur place, alors que nous aurons roulé en tout 6 h 30 pour l'aller retour Auch Montpellier...

Nous arrivons sur un grand terrain. Au loin on aperçoit les barrières gardées par les CRS¹ qui entourent, non pas le champ d'OGM, mais bien plus que ce dernier (avec le désaccord du maire de la ville qui avait fait passer un arrêté anti-OGM !) Et encore derrière cette barrière une nouvelle barrière

elle-même à 50 mètres autour du champ, elle aussi gardée par les CRS mais pas seulement, il y avait des véhicules de l'armée.

Ce que nous pensions c'était que, comme les autres fois, on avancerait vers les CRS, ils se contenteraient de nous bloquer, il faudrait pousser un peu mais sans plus pour atteindre la parcelle et faucher le champ volontairement et qu'ils nous convoqueraient tous ensuite à la gendarmerie. Ce ne fut pas le cas et loin de là. Et les informations données par les médias sont loin de la réalité sur place (et pourtant ils étaient là, mais pas dans l'action).

"Ces objets tombent du ciel, explosent en l'air, se scindent en 3 parties brûlantes et tombent sur le sol. Pendant que dans le même temps on nous lance des lacrymogènes et des engins qui explosent en touchant le sol, non identifiés."

La tête de cortège arrive au niveau des barrières, sans attendre que le reste du groupe soit entièrement arrivé, ils attrapent les barrières et les tirent vers eux, créant une ouverture. Nous aussi en tête, nous avançons dans la 1ère strate, mais toujours LOIN, TRES LOIN du champ d'OGM. Nous avançons bras levés en l'air, nous étions venus non-violents; parmi nous, femmes, enfants, vieux, familles com-

plètes, nous n'étions pas un black block, c'était clair. Nous avançons avec pour horizon et objectif la seconde barrière de CRS. Les premiers CRS qui étaient derrière les premières barrières après l'ouverture des barrières ont tout de suite reculé, et soudainement, sans sommation et alors que rien ne le justifiait puisqu'il n'y a eu AUCUNE VIOLENCE DE NOTRE PART, nous avons reçu la 1ère lacrymogène. Au début, je me suis dit, bon OK, c'est bon, c'est juste pour nous impressionner ou nous ralentir, alors je l'ai contournée et j'ai continué à avancer, et là on a reçu encore 2 ou 3 lacrymogènes... Le tout à tir tendu et il y eut les premiers blessés. Sur le coup j'ai pas tout compris, j'ai tenté rapidement de voir à quel point ils étaient blessés (j'ai un diplôme de secouriste), ça allait, ça saignait mais rien de grave apparemment pour ceux-là. Déterminés à faucher de l'OGM, nous continuons d'avancer.

C'est là qu'est arrivé l'inimaginable (pas dit dans les médias ! ! !). Un hélicoptère présent depuis le début, mais que nous croyions venu pour filmer ou observer, commence à nous lancer des explosifs à fragmentation. Ces objets tombent du ciel, explosent en l'air, se scindent en 3 parties brûlantes et tombent sur le sol. Pendant que dans le même temps on nous lance des lacrymogènes et des engins qui explosent en touchant le sol, non identifiés. Quand je parle d'explosifs et d'explosion il n'y avait pas de flamme, mais par contre il y avait réellement explosion, les champs de blé que nous traversons pour éviter ces charges en témoignent, et les 60 blessés comptabilisés par les pompiers sur place aussi (chiffre baissé à 4 quand France Info parle de ce fauchage), dont 4 effectivement iront à l'hôpital pour blessures graves. Parmi les 4,

deux CRS et deux faucheurs volontaires. On notera que les CRS se sont fait mal eux-mêmes ! Nous ne pouvions pas les atteindre, ils étaient trop loin, leurs conneries d'explosifs ont dû leur exploser dans les mains. Pour ma part, alors que je me rendais compte que devant nous n'étaient plus qu'une poignée et que ces tirs d'hélico, ça mettait vraiment les boules, avec les autres nous reculons en courant pour essayer d'atteindre une distance suffisante, mais les tirs étaient derrière nous certes... mais aussi devant, l'hélico faisait des rasages !

Nous nous en sommes sortis, je ne sais encore comment. Il y eut un long temps de vide, nous nous regardions tous les uns les autres, complètement ahuris, les visages à moitié décomposés par l'incompréhension et la fatigue. Notre nombre avait diminué d'environ 200 ou 300, mais d'autres continuaient d'arriver. On s'organisa à distance, on se réunit et on repartit vers cette rangée de CRS que nous avions pu atteindre, l'hélico ayant dû partir (probablement plus d'essence, il était là depuis plus d'une heure). Cette fois, on ne nous tire pas dessus. On arrive sur place, on demande la libération de quelques-uns (dont José Bové) qui se sont déjà fait embarquer et nous les empêchons de partir avec eux (on se jette sur les véhicules, on les bloque avec leurs propres barrières...). Ils sont contraints de les garder sur place mais les interrogent cependant dans la plus grande illégalité, c'est à dire sans avocat. Parmi les prisonniers, un au moment de sa libération, alors qu'il retournait vers nous, FEINTE ! et réussit à courir vers le champ d'OGM car il était à ce moment derrière les barrières des CRS censées entourer le champ. Il se fait poursuivre par 8 CRS dont certains tombent en le poursuivant, par leur propre incompetence. Il réussit à rentrer dans le champ d'OGM, tellement grand que nous ne voyons plus rien, évidemment il sera rattrapé plus tard et relâché encore mais cette fois-ci sévèrement accompagné jusqu'à nous. C'est le seul qui a réussi à rentrer dans le champ d'OGM. Nous nous mettons alors à pousser un peu les barrières, il faut bien qu'on les

enlève ces OGM ! Certains montent sur les barrières et se font sévèrement blesser par les CRS à coups de matraques. La situation n'avancera pas plus vers le champ, les CRS pris de panique pour rien, balancent à nouveau des lacrymogènes et l'hélico est à nouveau présent mais ne tire pas (ou ne bombarde pas comme vous voulez). On fuit comme on peut en arrière. Alors que je fuyais, j'aperçois une mère accompagnée de ces deux enfants une d'environ 8 ans et l'autre de 12 ans. La petite fille ne pouvait plus marcher, la fatigue et la peur certainement, j'ai dû la transporter sur mon dos, suivi par sa mère et son autre fille jusqu'à ce que nous soyons suffisamment loin.

Je ne veux plus jamais revivre une telle chose. Ces CRS et leur armée ont délibérément tiré sur des familles, sur des enfants, au risque de les tuer, ils savaient qu'ils étaient là, et parmi ceux matraqués il y avait beaucoup de vieux, des personnes qui n'avaient visiblement pas la force de se défendre, juste venus pour marcher et enlever ces OGM. Si on le refait, je reviendrai quand même, et je crois que cette fois-ci tout le monde apportera son matériel photographique même au risque de le perdre, pour avoir la preuve hallucinante de la chose. C'était "Apocalypse Now", c'était le Vietnam ? Non pas loin, c'était les faucheurs d'OGM volontaires à Auch ! Vraiment incroyable !

Nous apprîmes plus tard que c'est le préfet qui a donné l'ordre et l'autorisation de cette barbarie et qu'il n'est donc pas pour rien dans les 60 blessés physiques et les blessés non comptabilisés émotionnels, comme cette petite fille totalement apeurée que je me suis retrouvé à transporter sur mon dos. Nous imaginons que les OGM seront fauchés évidemment clandestinement prochainement, malgré une probable garde continue (comme à Cournon) de la parcelle. Après l'action, nous avons tous rendez-vous au commissariat d'à côté, nous voulions tous témoigner (600 personnes donc, pour les 3 personnes encore gardées (dont José Bové) dans ce commissariat (ils les ont embarqués par un autre chemin, nous n'avons pas pu les empêcher. Vu notre nombre à 21h30

et quelques devant cette mairie, ils les ont relâchés en vitesse.

La lutte continuera. Pour ma part, la seule chose que cela a réussi à me faire, de voir l'armée et la police se lancer dans cette violence aveugle et hallucinante, c'est faire monter une rage que je m'ignorais (bien que contenue), pour avoir tiré alors que des enfants étaient là, et l'envie encore plus justifiée de retirer des OGM. Par ailleurs j'ai vécu (mais c'est moins surprenant) la désinformation des médias, pourtant présents sur place... Mais visiblement, il y a certaines choses qu'ils n'ont pas pu ou voulu dire. »

Comme quoi on peut être échaudé sans apprendre qu'il ne suffit pas de craindre l'eau, mais qu'il faut aussi craindre la main qui vous plonge dedans. Certes, les forces de répression ont montré ce que sont des forces de répression, le préfet ce qu'est un préfet et les médias ce qu'ils sont. Mais il semble que José Bové bénéficie encore de la confiance de ce militant anti-OGM, qui devrait pourtant se douter qu'à son âge et avec son parcours, ça faisait longtemps qu'il savait, lui, ce que sont les préfets, les forces répressives de l'État et les médias, quand il a amené son troupeau de militants faucher le champ d'OGM. Il ne leur a pourtant pas parlé le moins du monde des risques réels encourus, au contraire, il mettait les femmes (et les enfants ?) d'abord ! Il ne peut pas s'imaginer que cela ramollira les gardes mobiles et autres matraqueurs, dont il sait qu'ils n'ont guère plus d'états d'âme que des chiens de berger. Quand on ne considère pas les gens comme du bétail, comme un simple moyen d'arriver à ses fins personnelles, on ne les envoie pas comme ça au casse-pipe.

Josef

1_ NDLR : En fait il y avait des gardes mobiles.



//// DE LA DOCILITÉ DE L'ARMÉE DE RÉSERVE

AU 1ER JANVIER, J'ÉTAIS L'UN DES 8 000 DEMANDEURS D'EMPLOI DE BASSE-NORMANDIE À SUBIR UNE SUPPRESSION BRUTALE DE MES ALLOCATIONS CHÔMAGE. 4000 AUTRES ÉTAIENT CONCERNÉS AVANT JUILLET 2004, SOIT PRÈS DE 30% DE L'ARMÉE DE RÉSERVE INDEMNISÉE (SACHANT QUE 56% DES INSCRITS À L'ANPE NE TOUCHENT PAS D'ALLOCATION DE RETOUR À L'EMPLOI, D'APRÈS LES CHIFFRES DE L'ASSEDIC).

Le "Collectif des chômeurs et précaires" à Caen et "AC ! 14" se battaient déjà contre la réduction des droits d'accès et de la durée de l'allocation spécifique de solidarité, contre la mise en place du RMA et soutenaient activement la lutte des intermittents. Préparant un dépôt collectif de lettres de contestation de recalculés auprès des ASSEDIC, on me remit un tract d'appel à cette action. Pour de multiples raisons, j'avais abandonné le militantisme (libertaire) depuis quelques années. Mais, étant directement concerné, je me suis investi dans cette campagne, confiant qu'un mouvement d'ampleur allait bientôt harceler cette infâme France d'en haut.

Hélas, il a vite fallu déchanter. D'abord, je suis sidéré de ce que j'entends devant les ANPE et les ASSEDIC lors des diffusions de tract : *"On ne peut pas continuer à creuser un déficit aux dépens des générations futures"* (le déficit de l'UNEDIC a été sciemment élaboré par la réduction des cotisations patronales et salariales, il est indépendant des déficits publics), *"Ce n'est pas de l'argent qu'il faut donner aux chômeurs, mais du travail"* (avec de tels arguments la flexibilité a de beaux jours devant elle), *"Quand on reste longtemps au chômage, c'est qu'on le veut bien"* (les discours de Raffarin et consorts sur l'assistanat portent leurs fruits ; pour 2003 en Basse-Normandie, les 96 793 chômeurs inscrits ont eu accès à 2 065 offres d'emploi de plus de six mois à l'ANPE !).

Ensuite, au meilleur de la mobilisation, seule une trentaine de recalculés du Calvados était sortie de sa résignation. La CGT chômeurs, soudainement réactivée par des calculs opportunistes s'est donc vite rendormie.

Enfin, il s'est avéré que les deux ou trois cadres d'"AC ! 14" se moquent de l'intérêt des chômeurs. Manipulateurs pour l'ANPAG (Association nationale pour une alternative à gauche), ils visent à la reconnaissance du parti pour obtenir d'hypothétiques places de co-gestionnaires. Ils ont ainsi voulu noyer le collectif dans leur association pour mener les débats et les batailles, ils se sont déchargés sur les recalculés actifs pour constituer l'argumentaire des dossiers, ils ont fallacieusement imposé un avocat qui s'est vite retiré au vu de leur manque de rigueur et se sont présomptueusement engagés à prendre les frais judiciaires à leur charge, avant de se désolidariser vu leur maigre soutien financier (ils se sont discrédités au niveau national et local).

En mai, non seulement la réforme de l'ASS a été suspendue (à suivre donc), mais aussi les recalculés ont été rétablis dans leurs droits suite aux succès du procès de ceux-ci à Marseille et du recours des associations de chômeurs auprès du Conseil d'État : les droits acquis ne peuvent être remis en cause rétroactivement ! On oublie aussitôt qu'a été entériné le protocole sur la réduction de la durée d'indemnisation pour les chômeurs inscrits depuis le 1er janvier 2003 (passée de 30 à 23 mois pour la majorité des ayants-droit) et que les premiers contrats RMA ont été signés (550 euros pour un mi-temps quasiment imposé, dont les deux tiers pris en charge par la collectivité).

Aujourd'hui, j'ai retrouvé un emploi à mi-temps dans des conditions un peu plus dignes et j'ai rejoint la CNT-AIT qui a eu durant cette lutte une attitude loyale et efficace.

Les conditions exécrables de l'emploi sont aujourd'hui le fruit d'un acharnement du patronat et des gouvernements successifs pour asseoir le capitalisme dans le droit et dans les têtes. Le rapport de Virville et le MEDEF ont pondu de



nouvelles propositions sur le droit du travail pour accentuer la flexibilité et restreindre les droits des travailleurs et de leurs représentations professionnelles. Comme les retraites, la sécu ou la justice, ces réformes à venir devraient être adoptées sans trop de résistance, si j'en juge par la capitulation ambiante. Après les régionales et les européennes, est-il besoin de souligner que les urnes n'ont aucun impact sur l'orgueil et la ténacité des minorités privilégiées qui nous asservissent toujours plus ?

Les capitaux font la loi du marché du travail. Mécanisé, spécialisé, mobile et divisé, celui-ci génère de moins en moins de liens sociaux et de solidarité tandis que les tensions et le stress augmentent. A la lutte des classes s'est substituée la lutte des places.

La convergence des luttes est une expression à la mode. Elle doit cesser d'être l'apanage rhétorique des bobos pour devenir le cri de ralliement des travailleurs et des exclus de tout bord dans un mouvement conscient qu'une alternative concrète est possible hors de cette société déshumanisée. Que renaisse l'exigence collective d'un nouveau modèle de développement porteur de l'intérêt commun et de la liberté individuelle !

Seule la lutte paie !

Un de la CNT-AIT de Caen

IL Y A DEUX ANS, L'USINE "LOUISIANE", FABRIQUANT DES MOBIL-HOMES LOUVRAIT SES PORTES À LA CAVALERIE, PRÈS DE MILLAU. AU BOUT DE QUELQUES MOIS, NOUS NOUS RENDÎMES COMPTE QUE NOUS AVIONS AFFAIRE À DES PATRONS AYANT COMME BUT LA FABRICATION DU MAXIMUM DE MOBIL-HOMES DANS LE MINIMUM DE TEMPS, QUITTE À SUR-EXPLOITER LA MAIN-D'ŒUVRE PAR DES CADENCES DE TRAVAIL TRÈS PHYSIQUES.

//// NOUVELLES DE LOUISIANE



Une fois la production démarrée, la direction nous fit savoir qu'à partir de septembre 2003 le temps de travail serait annualisé dans le cadre des lois Aubry II et Fillon.

La plupart des travailleurs de La Cavalerie prîmes la décision de nous opposer à cette mesure, et le premier jour de ladite annualisation, nous décidâmes d'arrêter le travail avant l'heure.

Les menaces de "délocalisation" de la production sur le site de Loudéac, en Bretagne, firent qu'une partie du personnel décida de rentrer dans les rangs. La petite section syndicale que nous étions en train de mettre en marche fut déchirée entre l'envie de continuer le mouvement ou d'essayer de maintenir un semblant d'unité de l'ensemble des ouvriers.

Finalement, le mouvement s'es-souffla et tout le monde reprit le travail. Deux de nos collègues furent licenciés pour avoir voulu continuer à débrayer malgré tout.

Ce qui ne devait durer que trois mois (c'est-à-dire la période de haute activité : octobre, novembre et décembre) à 42 heures par semaine fut successivement allongé jusqu'au mois de mai 2004. L'état de fatigue nerveuse et physique était plus qu'évident puisque nous n'avions eu aucune période de récupération, hormis les arrêts de maladie que les gens étaient obligés de prendre.

Depuis le mois de mai, le rythme de travail était revenu à 35 heures par semaine. Mais comme la direction constata que le quota d'heures supplémentaires allait être trop imposant, elle nous envoya à la maison pendant 12 jours en dehors de toute période habituelle de congés.

Pendant la période de haute activité, la "direction des ressources humaines" mit en place en quelque sorte des "interlocuteurs privilégiés" puisqu'il n'y avait pas de représentants du personnel de La Cavalerie au sein du C.E. Ces interlocuteurs privilégiés se sont avoués des auxiliaires très efficaces de la DRH.

Peu avant nos 12 jours de congés forcés, les accords d'annualisation signés par la direction et la section syndicale FO nous tombèrent entre les mains par des moyens détournés, puisque à ce jour ils ne sont pas affichés dans l'entreprise. Dans ces accords, il est stipulé que la période de haute activité (42 heures par semaine) concerne les mois de décembre, janvier, février et la période basse (28 heures par semaine) les mois de juillet, août, septembre. Or la direction de Louisiane envisage de nous mettre à travailler à 41 h. par semaine à partir du 13 septembre sans aucune limite.

Avec l'exemple de l'année dernière, nous craignons que le but de la manœuvre soit de nous user jusqu'à la corde et de nous faire déguerpir une fois notre force de travail épuisée.

Vu les pratiques de Louisiane concernant l'annualisation, depuis quelques jours nous essayons de mettre en place une stratégie de réponse. Nous avons convoqué plusieurs assemblées dans le but de faire réagir nos collègues, mais le fatalisme et la résignation donnent l'impression de sortir gagnants. Le rapport de force interne à l'entreprise ne nous est pas très favorable, les menaces se succèdent, mais nous ne lâcherons pas le morceau. Il y a en jeu une question de dignité humaine. # J.



JEUX OLYMPIQUES : AU MOINS 20 MORTS

Le retard dans la construction des sites olympiques à Athènes a été une source de plaisanterie et a fait les gros titres de la presse. Mais tout le monde s'est fait beaucoup plus discret sur le coût humain de ces chantiers et sur les conséquences des cadences imposées aux travailleurs pour qu'ils finissent leur tâche à temps. Il était impensable en effet que les dieux du stade, les "amateurs de sport" et surtout les sponsors perdent une seconde de leur temps si précieux. Tant pis si, pour cela, des ouvriers devaient y perdre, eux, la vie. La casse a été lourde sur les chantiers. Les "accidents du travail" (que l'on devrait appeler "crimes du travail") ont fait onze morts de l'aveu même du gouvernement grec. D'après certains syndicats, ce chiffre serait d'au moins une vingtaine. Et on est certainement loin de la réalité, d'autant que pour une large part, la main-d'œuvre était immigrée et probablement non-déclarée. De plus, aucune source ne donne le nombre des blessés et des mutilés. Cette vingtaine (au moins) de crimes du travail à Athènes vient s'ajouter à la longue liste noire de ces Jeux, soi-disant dédiés à la paix et à la fraternité. De Berlin (jeux nazis de 1936) à Mexico (massacre de centaines d'étudiants en 1968) on arrivera en 2008 en Chine. Gageons qu'une fois encore les records de l'exploitation seront battus à cette occasion.

F.



LE FIGARO



//// RER D ET MARIE L. : RELIGIONS, NATIONS, ETHNIES, COMMUNAUTÉS Y' EN A MARRE !

Marie L., la "mytho" du RER D, a tout compris. Aujourd'hui, il faut parler le langage communautaire ou ethnique - en clair racial - pour être entendu. Que l'on soit désireux d'attirer l'attention sur sa solitude, ou son mal-être, ou que l'on soit victime d'une véritable discrimination, il faut avant tout susciter la compassion, jouer sur le registre des bons sentiments.

De Chirac¹ à l'ex-président du CRIF Alain Jakubowicz², de Le Pen à Dieudonné³, tous parlent le langage de l'ethnie (qui n'est qu'un mot politiquement correct pour la race) ou de la religion. Ils n'ont à la bouche que des mots qui divisent les êtres humains entre eux : "Blacks", "Blancs", "Beurs", "Gaulois", "Feujs", "Renois", "communauté juive", "communauté musulmane", "valeurs chrétiennes", etc. Tous ces mots incitent chacun à se replier sur une identité imaginaire, censée être radicalement différente et de fait, qu'on le veuille ou non, supérieure aux autres.

Voilà le résultat des propagandes conjuguées, depuis trente ans, du Front national et de SOS Racisme ; des associations juives, chrétiennes et musulmanes qui veulent remettre en cause, ouvertement ou insidieusement, la laïcité ; des féministes bourgeoises et carriéristes qui ont voulu remplacer la lutte des classes par la lutte des sexes ; de tous les intellectuels, journalistes ou politiciens catholiques ou protestants qui envahissent l'espace public avec leur propagande religieuse ; de tous les adeptes des "nouvelles spiritualités" qui plastronnent dans les

médias avec leurs visions apocalyptiques et leurs pseudo-concepts, etc.

Il y a trente ans, définir quelqu'un d'abord et avant tout par la couleur de sa peau, son sexe, son ethnie ou sa religion était considéré comme discriminatoire par les véritables antiracistes, par les véritables féministes. Il y a trente ans, les mouvements radicaux ou révolutionnaires souhaitaient changer le monde, l'humanité au nom d'idéaux universels : le socialisme, le communisme, la fin de l'exploitation et de l'oppression de l'homme par l'homme, l'avènement d'un monde sans classes, ni État, ni argent.

Aujourd'hui, avant de proclamer son appartenance universelle à l'humanité, on doit d'abord et avant tout se revendiquer d'une couleur de peau, d'une ethnie (traduire d'une race), d'un "genre" (traduire d'un sexe), d'une préférence sexuelle (hétéro, homo, trans, bi ou -chic ultime- queer) ou d'une religion déterminés.

Nous voici revenus plusieurs siècles en arrière, avant les Lumières, en plein Moyen-Âge obscurantiste, au temps où l'on combattait les Barbares, les Infidèles, les Huns et autres fariboles qui ont dressé pendant des siècles les populations, les êtres humains, les uns contre les autres.

Quoique ses dirigeants prétendent, la France est devenue de fait multiculturelle, communautariste, avec l'aide et la complicité de presque toutes les forces politiques, de l'extrême droite à l'extrême gauche.

Il est donc « normal » que cette marée identitaire imprègne non seulement les fantasmes de Marie L., mais les revendications de toutes les communautés imaginaires : homosexuels, lesbiennes, femmes, immigrés, Arabes, musulmans, juifs, Africains, Antillais, etc. La liste est extensible à l'infini et peut se fragmenter aussi à l'infini : les lesbiennes antillaises, les homos musulmans, les juifs hétéros, les cathos transexuels, les protestants travestis, etc. Toutes les micro-identités se bâtissent des forteresses idéologiques au nom de la "tolérance" et du "respect".

Et la logique de ce processus est bien connue, puisqu'elle prédomine (légalement ou pas) dans l'immense majorité des pays de la planète : chaque communauté imaginaire se défend contre les autres, soit à coups de machette et de kalachnikov, dans les sociétés où l'État central n'a pas réussi à s'imposer par la force à tous les "citoyens" qui vivent sous sa coupe ; soit dans les pays dits "démocratiques", à coups de lobbies qui imposent des lois restreignant de plus en plus la liberté d'expression, la liberté de conscience, toutes les libertés, et qui donnent aux dirigeants communautaires la possibilité de faire régner un ordre répressif dans "leur" communauté, tout en instaurant un climat étouffant dans toute la société.

C'est ainsi qu'en Angleterre vient d'être votée une loi contre le blasphème ; qu'au Canada existent des tribu-

SUITE PAGE 11



Le Monde



naux religieux dont les décisions en matière de conflits conjugaux ou de justice civile, ont force de loi ; ou qu'en France on a voté, ou l'on nous prépare, tout un arsenal de lois qui, sous prétexte de lutter contre le racisme, l'antisémitisme, l'homophobie, le sexisme, etc., ne font qu'encourager l'idée qu'il faut faire partie d'un lobby, d'une communauté, d'une église, pour se défendre.

Et tant pis si en ayant recours systématiquement et aveuglément à la justice bourgeoise on met en taule des centaines de maris ou d'enseignants accusés à tort par leurs épouses ou leurs élèves de pédophilie, etc. Tant pis si l'on fait passer toute critique d'Israël pour antisémite. Tant pis si l'on ne peut plus critiquer l'islam sans être accusé d'"islamophobie". Après tout, on ne fait pas d'omelette sans casser des oeufs, semblent nous dire les partisans du tout-juridique et du tout-répressif.

Cette dynamique égoïste, répressive, des lobbies, des communautés fondamentalement insensibles aux souffrances des autres communautés, cet arsenal juridique envahissant et omniprésent, loin de rapprocher les êtres humains, ne font qu'éloigner les hommes et les femmes enfermés dans leurs identités imaginaires, obsédés par la préservation de l'identité et des intérêts (traduire la "pureté") de leur race, de leur ethnie, de leur religion, de leur "genre". Le prétendu "respect des différences" n'est que le respect des murs que les ethnies et les religions, les hommes et les femmes construisent entre eux pour mieux se combattre et s'autodétruire.

Ce dont l'humanité a besoin ce n'est pas de plus de lois, plus de répression étatique, c'est de davantage de solidarité, de fraternité, entre les

exploités, entre les opprimés, quels que soient leur sexe, leur religion (ou leur absence de religion) ou leur ethnie d'origine.

A bas les communautés imaginaires ! Vive l'humanité !

Y.C.

1. Avec son crapuleux "juifs, musulmans ou tout simplement Français", Chirac est dans la droite ligne de Raymond Barre qui avait déclaré, en 1980, à propos de Copernic "Cet attentat odieux a voulu frapper les Israélites qui se rendaient à la synagogue, il a frappé des Français innocents qui traversaient la rue".

2. "Le plus dramatique, c'est que cette jeune femme ait cru qu'elle était crédible en affirmant qu'on l'avait prise pour une juive et que ses agresseurs étaient d'origine black et beur. Et le pire, c'est qu'elle a été jugée crédible, parce que cela se passe tous les jours." ("Libération" du 14 juillet) Affirmations proprement écœurantes : d'une part la racisation de la populaire d'origine africaine, antillaise et arabe sous les termes de "Black" et de "Beur", mots qui font partie du vocabulaire racial, même s'ils ont été repris à leur compte par une partie des "intéressés" et de leurs prétendus défenseurs (SOS-Racisme) ; d'autre part, l'affirmation totalement fantaisiste selon laquelle "tous les jours" des personnes d'origine africaine ou arabe s'attaqueraient au couteau à des jeunes femmes. Et un avocat qui aime alimenter les tensions en remet une louche le lendemain dans le même journal : "les agresseurs sont dans la quasi totalité des cas des jeunes issus de l'immigration arabo-musulmane". Faux-jeton, notre Ponce Pilate dénonce la "stigmatisation des jeunes de banlieue et de la communauté musulmane" après s'y être lui-même livré à deux reprises ! Trois lignes plus loin, en bon bobo "branché", il croit utile de reprendre à son

compte sans les moindres guillemets, sans en faire la critique, les termes de "feuj, beur ou black" et recommence à stigmatiser "l'antisémitisme des jeunes de banlieue". Et pas un mot pour dénoncer le seul racisme qui tue depuis plus de trente ans en France : celui des "bavures" policières, des "ratonnades", qu'elles soient l'oeuvre du FN, des néonazis, des flics, ou de bandes locales, et de tous les meurtres de voisinage au cours desquels sont régulièrement descendus de jeunes immigrés ou enfants d'immigrés.

3. S'il s'était contenté de son douteux sketch télévisé, l'affaire n'aurait sans doute pas été très loin. Mais Dieudonné, dans un trip de toute-puissance à la Chirac (« C'est regrettable, mais je ne regrette rien » a en effet déclaré le Président à propos de l'affaire du RER D) a tenu à en rajouter plusieurs louches successives en dénonçant les « négriers reconvertis dans la banque » puis en précisant : « Des Juifs, je ne dis pas tous les Juifs, des Juifs ont profité de la traite négrière ». Non seulement Dieudonné ne connaît rien à l'histoire de l'esclavage (en effet, les principaux acteurs de la traite négrière en Afrique étaient arabo-musulmans et les principaux profiteurs occidentaux étaient de bons chrétiens sudistes) mais en plus il reprend à son compte un vieux mythe diffusé par la Nation de l'Islam, l'organisation musulmane américaine, nationaliste noire et antisémite de Louis Farakkhan.



//// MYTHOLOGIE DE LA LIBÉRATION

Cet été 2004 est à marquer de la pierre grise de la monotonie bourgeoise. Il est vrai que tout l'art des festivités étatiques est de faire crever d'ennui les esprits libres. Passe encore que, pour honorer les résistants, on fasse défiler policiers et soldats : cela amuse les enfants, et le plus bel État du monde ne peut offrir en spectacle que ce qu'il a, c'est-à-dire rien de bien. Passe également que pour fêter "Paris libéré", la capitale soit quadrillée par la police et l'armée, même si ce paradoxe devrait faire sourire jaune.

Non, ce qui est radicalement ennuyeux, c'est de toujours et encore voir les mêmes grosses ficelles de la propagande étatique se dérouler sans cesse sous nos yeux, comme si elles sortaient d'une pelote gigantesque sur laquelle il y aurait marqué "on vous prend pour des cons". Pardonnez la trivialité de l'expression ; mais, mieux qu'aucune figure de rhétorique ne pourrait le faire, elle rend compte avec exactitude de l'esprit du siècle qui n'est autre que celui de la vulgarité triomphante, représentée en premier lieu par des intellectuels prétentieux à la solde de l'Argent. Cela ne mérite pas mieux effectivement pour le dire qu'une expression "incivile" !

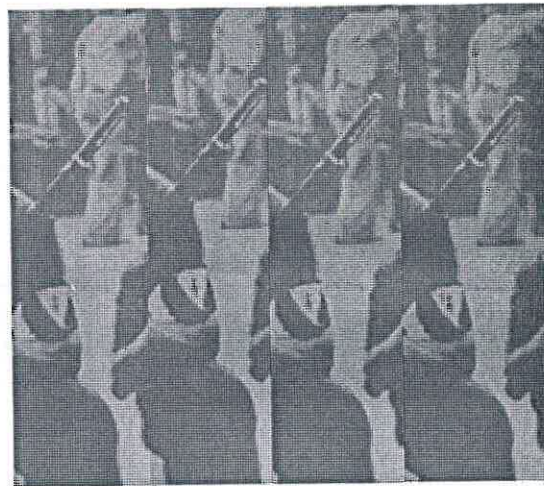
A l'occasion du soixantenaire de la Libération donc, politiciens et médias ont été fidèles à la loi du genre : les discours étaient un galimatias de platitudes redondantes, destinées, comme dans n'importe quelle "République bananière", à récupérer l'Histoire dans le bon sens et à nous faire intégrer, par la force d'un flot continu d'insinuations, d'approximations et d'inexactitudes voulues que "tout va pour le mieux dans le meilleur des pays".

LES FRANÇAIS LIBÉRÉS MALGRÉ EUX

On a presque honte d'avoir à le rappeler, tellement cette vérité historique est bien établie : la police parisienne et plus largement toutes les corporations étatiques françaises -magistrature en tête- ont collaboré et aidé les nazis à persécuter les juifs, les homosexuels, les gitans et tous les opposants politiques.

Charles De Gaulle, qui avait une vision claire des nécessités de la sauvegarde de ces institutions pour préserver le fonctionnement du système capitaliste a été -avec la complicité du Parti communiste français- le principal instigateur du mythe de la nation en armes contre l'occupant. Répétons-le : avant 1944, la Résistance a été le fait de marginaux, la plupart étrangers. L'un d'entre eux, l'humoriste Pierre Dac a très précisément résumé ainsi la situation : l'ensemble de la population française a surtout résisté à l'envie de résister.

Le coup de l'occupation de la Préfecture de la Seine à Paris par les agents de police le 19 août 1944 s'apparente



à l'attaque du Palais d'Hiver à Pétrograd l'hiver 1917. C'est un grand coup symbolique et politique, décidé par une minorité, et destiné à justifier ce qui allait suivre : la prise du pouvoir par les gaullistes ... et de faire d'une pierre deux coups. Ce formidable retournement de veste de la police allait en effet permettre à la masse des politiciens, magistrats et autres hauts fonctionnaires gravement compromis dans la collaboration avec les nazis, de rejoindre ces résistants de la 25ème heure qu'ont été les flics parisiens. Et tout ce petit monde a pu de la sorte s'auto-blanchir collectivement. En conséquence de quoi, par exemple, M. Papon, auteur de crimes contre l'humanité, a pu poursuivre une longue carrière dans la préfectorale puis devenir ministre sans que la justice "pense" à lui demander des comptes pendant presque un demi-siècle.

Œuvre d'une minorité, la Résistance devient dès la Libération, par la grâce d'une grossière réécriture de l'histoire, œuvre de tous. Il s'agit de produire la cohésion nationale nécessaire à la relance de la vie économique. Au mot d'ordre national chauvin "A chacun son boche" du P.C. fait alors suite la propagande de la C.G.T. qui, en relayant l'appel à se "retrousser les manches" veillait à remettre "la France au travail" et à étrangler tout départ de grève ... jusqu'au déclenchement de la guerre froide, date à laquelle le discours communiste prit un nouveau virage. En attendant, cette union sacrée entre la droite -représentée par le gaullisme- et une certaine gauche -incarnée par le Parti communiste- permit d'écraser les idéaux révolutionnaires qui auraient pu être véhiculés par les véritables combattants de l'ombre. Et, par la grâce de l'alliance gaullistes-communistes, le pouvoir étatique lamentablement échoué par sa politique de collaboration avec les nazis, se retrouva presque aussitôt remis à flots. Là-dessus, flonflons et musette, et le tour est joué. Si bien qu'on nous le ressert soixante ans après.

LES ANARCHISTES ESPAGNOLS : ENTERRÉS EN 1944, DÉTERRÉS EN 2004

Parmi les résistants, il y en avait d'immédiatement présentables lors de la Libération : ceux de droite et les français du P.C. Mais il y en eut qui furent privés du droit aux honneurs car la seule mention de leur existence aurait fait

SUITE PAGE 13

désordre dans la mythologie cocardière. Non seulement ils n'obtinrent pas les honneurs –ce dont ils se fichaient d'ailleurs généralement- mais parfois ils n'obtinrent même pas la moindre considération comme, par exemple, tout simplement, la nationalité française ! Leur conduite héroïque face aux nazis n'effaçait pas la tache indélébile d'être des juifs-étrangers communistes ou pire encore, des anarchistes. Ainsi, dans tout le sud de la France, les anarchistes espagnols ont fourni les gros bataillons des maquis, pour être aussitôt oubliés.

Pour être exacts, il faut dire que le mouvement anarchiste espagnol en exil en France était divisé en 1939 sur la question de la résistance armée. Il y eut des polémiques sur la question, mais, nécessité faisant loi, elles ne firent pas long feu. Chacun donc fit ce qu'il put pour résister au massacre organisé par les grandes puissances.

Dans toute la France, dans les bombes et les embuscades qui éclatèrent bien avant 1944, on pouvait reconnaître la patte des *Compañeros*. Cet engagement massif des libertaires espagnols dans la Résistance fut le résultat d'une réaction viscérale, individuelle et collective, face à l'oppression fasciste, et non, comme cela devrait être le cas dans un mouvement anarchiste, le fruit d'une démarche collectivement réfléchie. C'est là un constat. On ne peut que regretter bien sûr cette absence de stratégie collective, qui a facilité l'élimination de l'anarchisme du champ social dans toute l'après-guerre. Mais il faut rappeler que les compagnons de la CNT espagnole n'étaient arrivés sur le sol français que depuis quelques mois. Ils y étaient en exil, le plus généralement "accueillis" dans des camps de concentration (français), après avoir réalisé une révolution, mené une guerre de trois ans, et s'être fait balayer par la coalition des dictatures d'Europe avec la complicité des "démocraties". Difficile dans ces conditions de mettre au point une stratégie ! Au moins avaient-ils leurs idées suffisamment chevillées au corps pour refuser toute collaboration et résister partout où ils le pouvaient à une époque pendant laquelle, rappelons-le encore, un tel comportement était une rareté.

Sans se glorifier de l'entrée dans Paris, en tête de la 2ème D.B., du char "Durruti", sans se gargariser de la geste héroïque d'innombrables militants de la CNT et de la FAI dans la lutte clandestine contre la Wehrmacht, force est de dresser ici aussi un constat : ces résistants de la première heure, l'État français les a tout bonnement enterrés en jouant de tous ses rouages médiatiques et intellectuels –y compris ceux qui se proclamaient de gauche. Il lui était ainsi plus facile par exemple de laisser assassiner par les brutes franquistes le "Commandant Raymond" (de son vrai nom Capdevila) que de demander des comptes à Franco.

Et voici que, soixante ans plus tard, on découvre au grand public que la Compagnie de Drone¹ –la première compagnie de la 2ème DB à avoir pénétré dans Paris, c'est dire la portée symbolique de la chose- était composée d'anars espagnols ! Cette "découverte" curieusement tardive devrait faire réfléchir les esprits critiques sur la "compétence" des universitaires et des journalistes qui ont traité pendant soixante ans le sujet de la libération de Paris en

long, en large et en travers, mais toujours en oubliant ce petit "détail" ! On mesure bien là la complicité qui unit la gent universitaire, quel que soit le plumage politique dont elle se pare, à la main qui la nomme et la nourrit ainsi que celle de la gent journalistique à la main qui la contrôle *in fine*, celle de l'État.

Soixante ans après, historiens et journalistes peuvent bien rétablir un pan de la vérité. Les protagonistes ne sont plus là ni pour dire leurs motivations politiques du moment ni leur analyse du présent. Leur mort physique permet d'annexer l'anarchisme à l'union sacrée de 2004 autour de cette commémoration. Ce qui tombe bien : le pouvoir, pour se maintenir, a besoin de l'accord de tout le monde. On a vu, lors des élections présidentielles de 2002, l'importance qu'il accorde à ce consensus national. Tout est bon pour cela, que ce soit le matraquage psychologique intense –au nom de l'antifascisme- entre les deux tours de la présidentielle², ou l'annexion de l'anarchisme dans les réjouissances du soixantenaire de la Libération.

SOMMES NOUS LIBRES ?

En fin de compte, cette indigestion d'éphémérides, distillées et célébrées à grande pompe tous les jours de l'été écoulé est destinée à évacuer cette question fondamentale : sommes-nous libres ? Puisque, nous assène-t-on, la France a été libérée il y a 60 ans, nous n'aurions même pas à nous la poser...

Et pourtant... pendant que l'État français se gargarise de la Libération, son Journal Officiel publie au quotidien de nouvelles lois pour restreindre les libertés de l'individu³ et augmenter le pouvoir de l'argent⁴. Inscrit dans une spirale répressive, l'État fait exploser le nombre de prisonniers. La contradiction entre les faits et le discours a ainsi atteint des sommets. Pour ceux qui auraient encore un doute, qu'ils se rappellent que pendant que d'une main le pouvoir flatte la Résistance et la lutte contre l'antisémitisme, de l'autre, un des rarissimes prisonniers qu'il trouve à libérer n'est autre que Maurice Papon, anti-résistant notoire, responsable de la déportation vers les camps de la mort de centaines d'enfants juifs.

K. Tule

- 1_ Le capitaine Drone en question, chef de cette compagnie, a totalement et volontairement "oublié" dans ses mémoires parues dans l'après-guerre de décrire l'origine de ses combattants. Il semble que cela lui ait été demandé par sa hiérarchie.
- 2_ Le front commun appelant à voter Chirac allait de la droite dure à l'extrême-gauche à l'exception de LO, en passant par certains "anarchistes". Le score extraordinaire obtenu par Chirac grâce à cet ensemble lui a bien entendu laissé les mains libres. Très rares ont été ceux qui, comme "Le Combat syndicaliste de Midi-Pyrénées" ont appelé à l'abstention pour le 1er comme pour le 2ème tour.
- 3_ Un simple exemple : des jeunes ont été envoyés en prison simplement pour être restés dans le hall de leur immeuble.
- 4_ Chaque fois qu'il y a une réforme financière (impôts...), c'est pour faire un cadeau aux possédants.

**Vous trouverez sur le site <http://cnt-ait.info>
des textes et témoignages
sur les libertaires dans la Résistance.**

“Sauvons la Recherche” : QUELQUES VRAIES VÉRITÉS !

Le mouvement revendicatif corporatiste des chercheurs du secteur public touche à sa fin. Cornaqués par deux caciques du monde scientifique (il s'agit de membres de l'Académie des sciences !), des « états Généraux de la Recherche » se déroulent dans plusieurs villes de France avec un public rare, réduit aux inévitables responsables syndicaux et aux nouveaux barons du collectif « sauvons la recherche ». On l'a souligné à plusieurs reprises dans les colonnes du C.S., ce mouvement de grogne des chercheurs ne fut en fait qu'une rébellion de caporaux outragés qu'on les traite comme de vulgaires citoyens au point de leur refuser des moyens indispensables à la glorieuse carrière de leur esprit savant. Aucun débat n'a été mené durant ce conflit virtuel (très rare furent les vraies démissions de responsables scientifiques) sur le rôle social de la science et de la technologie, sur son organisation hiérarchique et centraliste, sur son non-contrôle par la population. Quant au débat sur la dépendance de la recherche publique vis-à-vis des intérêts privés, il fut de suite censuré par tous les organisateurs du mouvement. Les préoccupations devaient rester avant tout d'ordre matériel et budgétaire : « le reste étant évidemment trop complexe, trop politique et surtout pas assez rassembleur pour faire avancer le mouvement ! », comme le disait un responsable du collectif « Sauvons la recherche » de Midi-Pyrénées. Rares furent les textes qui s'opposèrent au contenu corporatiste et boutique de ce mouvement. Nous avons reproduit dans les C.S. précédents des articles critiques de militants de la CNT-AIT et un tract d'un collectif de l'Université Libre de Bruxelles.

L'article paru dans « Libération » le vendredi 3 septembre, au chapitre « Rebonds » (qui n'engage donc pas la rédaction de Libé), apparaît comme un tir de « Sniper » certes tardif mais salvateur.

Intitulé « Les chercheurs font l'autruche » avec comme sous-titre « Il est urgent de poser la question politique des relations entre la recherche et les intérêts privés », signé d'Isabelle Stengers, philosophe des sciences connue pour ses positions anticapitalistes, ce texte dresse un tableau fort peu reluisant d'une recherche qui apparaît bien vite comme un haut lieu de mensonges, d'arrivismes et de cécité sélective. Stengers commence par régler son compte au collectif « Sauvons la recherche » : « La plupart des protestataires auraient considéré comme « manifestation antisience » la demande d'une mise en débat politique du rôle de la recherche publique. (...) Alors que pèsent de tout leur poids les intérêts industriels, « Sauvons la recherche » rime encore et toujours avec respecter le libre choix de chercheurs autonomes et éclairés... ». Puis elle épingle l'Académie des sciences : « ...sous l'égide de laquelle s'organisent les états généraux de la recherche, cela (l'emprise des industriels) ne semble pas l'inquiéter le moins du monde. Pas plus d'ailleurs que ne l'inquiètent les

liens unissant à l'innovation industrielle certains de ses membres... ». Puis, jugeant le problème dans son ensemble, elle émet le diagnostic suivant : « L'alliance entre l'institution scientifique, l'Etat et les pouvoirs industriels se veut résolument apolitique, voire même suprapolitique, trop importante pour être mise à l'aune de l'aventure démocratique. Elle demande que les « incompetents » soient cantonnés dans la double position de spectateurs intéressés, apprenant des sciences les bonnes réponses à leurs questions, et de bénéficiaires satisfaits des retombées du progrès scientifique. ». C'est sans appel ! Le reste de l'article traite de la pseudo-objectivité du scientifique et de l'illusion de son désintéressement et de sa neutralité. Isabelle Stengers conclut son article en stipulant que pour sauver la recherche, il faut que les chercheurs (et la société tout entière) se pose la question du rôle et du contenu social et politique de la science. Vaste débat !

Car poser une telle question conduit inévitablement à se poser la question du fonctionnement global de ce système de domination qu'est la société occidentale. La recherche n'est que le reflet de la société qui la produit. Hiérarchie, intéressement individuel via le

salaire ou la reconnaissance par les pairs, compétition, méritocratie, sélection des plus aptes, contrôle, centralisme des décisions, toutes ces valeurs et pratiques qui régissent le fonctionnement de la recherche publique ou privée sont celles qui sont en œuvre dans tous les autres secteurs de la société marchande. La recherche produite par un système de classe et autoritaire ne peut être qu'une recherche partielle au profit de quelques-uns et au prix de l'asservissement de tous les autres, chercheurs consentants compris. Le contrôle de la recherche par le plus grand nombre ne peut exister que dans une société réellement démocratique qui n'acceptera pas l'hégémonie des castes du savoir, et refusera donc de confier son avenir à quelques-uns, détenteurs d'une connaissance inaccessible au plus grand nombre. La science occidentale est avant toute chose un instrument de domination. Il ne s'agit pas de l'aménager pour la rendre acceptable, mais d'imaginer une autre science, une autre organisation de la connaissance et de son partage, dans une autre société évidemment libertaire.

“ce mouvement de grogne des chercheurs ne fut en fait qu'une rébellion de caporaux outragés qu'on les traite comme de vulgaires citoyens au point de leur refuser des moyens indispensables à la glorieuse carrière de leur esprit savant”

Patrick

Dans le cadre du débat sur la représentativité et les élections professionnelles, que nous poursuivons depuis plusieurs numéros, il nous paraît intéressant de faire connaître à nos lecteurs un article publié sous le titre "volonté révolutionnaire" par le "bulletin de la 2ème U.R de la C.N.T"

Telle un serpent de mer, la question des élections professionnelles fait de temps en temps son apparition dans les débats "cénétistes". Il en est parmi les détenteurs de la carte aux couleurs rouge et noire qui peuvent faire campagne contre le vote aux élections gouvernementales pour prétendre ensuite qu'"il faudrait se présenter aux élections professionnelles pour gagner en représentativité afin de profiter des avantages liés aux statuts de délégation institutionnelle". Comment ne se rendent-ils pas compte qu'ils emploient exactement l'argumentation des sociaux-démocrates pour justifier d'abord leur candidature aux sièges parlementaires et ensuite leur entrée dans les gouvernements ? Quiconque ressent pour le combattre la nécessité d'user des privilèges offerts par l'ennemi, ne peut que se perdre. Cette stratégie du moindre effort mène inéluctablement, de compromissions en capitulations, à l'immobilité puis au collaborationnisme le plus éhonté. Ce n'est pas une théorie qui s'expose ici, c'est l'expérience historique des faits.

Depuis que les sociaux-démocrates sont à l'œuvre, ils n'ont jamais rien réussi de mieux que l'écrasement des soulèvements populaires ou la préparation du lit à des régimes fascistoïdes. Avec Noske écrasant l'insurrection spartakiste de Berlin puis la République des Conseils de Bavière, avec les "socialistes" qui sous la II^e République espagnole maintinrent en active Franco et tous les généraux réactionnaires partisans déclarés d'Hitler et de Mussolini, avec Guy Mollet et la funeste politique répressive de la gauche en Algérie, avec Allende maintenant Pinochet comme chef d'état-major, avec la politique africaine des gouvernements de gauche imitant à s'y méprendre celle des gouvernements de droite, la démonstration semble plus que suffisante.

Les libertaires qui, en gaspillant leurs énergies pour le compte des "confédérations" participantes de la bouffonnerie représentative, perdent non seulement leur temps mais aussi celui de tous les ouvriers de l'émancipation du prolétariat, devraient méditer la trajectoire historique de la CFDT, championne en son temps de l'autogestion et que font tout pour reproduire avec SUD ses ex-dissidents et exclus. Portés par l'idéologie en vogue qui associe nombre et efficacité, ces compagnons perdent de vue qu'en se pliant aux règles de la démocratie ils se paralysent eux-mêmes puisque s'ils sont les anarchistes qu'ils veulent être, ils font toujours partie, par la force des choses, de la minorité frustrée. Minorité pour minorité, autant s'intégrer dans une minorité libre de ses mouvements. Et si cette dernière en question ne se montre pas suffisamment active à leur goût, c'est à eux-mêmes qu'ils doivent s'en prendre. Si elle n'est pas la seule, leur attitude est l'une des causes de la faiblesse actuelle de l'anarcho-syndicalisme, et par là même du mouvement révolutionnaire, en l'absence duquel l'humanité court à sa déliquescence.

Le seul fait de tenir pour pertinente la devise de la Première Internationale selon laquelle "L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes" doit, sauf à vouloir s'exposer à des mésaventures d'ordre schizophrénique, couper court à toute velléité de participation aux instances institutionnelles de l'ennemi de classe, à savoir l'État et le Capital. Tout ce qui tend à amenuiser la force de volonté nécessaire à la lutte conquérante de la liberté et de la justice est un piège mortel car de la volonté mise en jeu dans l'action dépend le résultat. A la base de toute rébellion se trouve une volonté de modification du statu quo. En l'absence de volonté il n'y a pas d'humanisation possible.

Elle est une révolution trop oubliée mais elle est une révolution qui n'a pas cessé d'être vivante au cœur de nos vieux compagnons et compagnes. Même s'il reste si peu de survivants bien sûr aujourd'hui.

Ils étaient là, pourtant, présents à nos côtés ce 19 juillet 2004, à l'angle de cette courte rue paisible désormais dénommée Federica Montseny, lieu où nous nous retrouvons les 19 juillet pour commémorer le souvenir de cette révolution, de ces hommes et de ces femmes qui combattirent pour la liberté, pour un avenir libertaire, heureux, solidaire.

19 h ce 19 juillet. Nous voici promptement installés parce que les uns et les autres ont déployé la table de presse et les affiches au carrefour. Au micro, un copain rappelle pourquoi nous nous réunissons là chaque année ; et puis un autre copain chante, des copains chantent l'espoir ou la lutte, en français ou castillan, une guitare est là aussi. Puis le dialogue s'instaure, à la fois amical et passionné.

Le 19 juillet, porte témoignage de cet hier d'espoirs fous pour des lendemains généreux, mais aussi et surtout des courages quotidiens : dire qu'il faut oser, dire qu'il faut vivre et non subir, hier comme aujourd'hui.

Oui, la rue de la Federica est un lieu presque central, dans ce quartier populaire d'Empalot, où nous retrouver, à pied, vélo ou voiture, chaque année avec tous ceux qui peu à peu, plus nombreux, se joignent à nous, à l'anniversaire de la révolution espagnole.

A l'an prochain. Au mardi 19 juillet 2005, 19 heures.

Aurora



INITIATIVE ANARCHO SYNDICALISTE EN ISRAËL PALESTINE

Le prochain congrès de l'AIT se déroulera à Grenade les 4, 5, 6 décembre prochain. Ce sera une occasion de multiples rencontres entre les différents groupes qui, dans le monde entier, luttent pour les idéaux anarchosyndicalistes. Parmi eux, quelques compagnons de la région israélo-palestinienne viennent récemment de lancer ce qui est la première tentative d'organisation anarchosyndicaliste dans cette région du globe. Voici une des correspondances qu'ils nous ont fait parvenir :

"Chers compagnons,

La réunion des compagnons de L'Initiative anarchosyndicaliste d'Israël et de Palestine a décidé de mener le projet de construction d'une organisation Syndicaliste Révolutionnaire de la classe ouvrière. Nous avons décidé de demander notre adhésion en tant que "Amis de l'Association Internationale des Travailleurs". Ces dernières années ont été terriblement mauvaises pour les travailleurs d'Israël et de Palestine. Aucune organisation, aucun parti politique n'offre de perspectives : Ils sont tous au service des élites capitalistes au pouvoir, ils sont les loyaux serviteurs des ennemis des travailleurs. Les syndicats appartenant à l'État d'Israël et les syndicats corrompus de l'Autorité palestinienne ne proposent rien d'autre que des compromis avec le grand capital, des alliances avec des éléments bourgeois "progressistes" et la trahison pure et simple. Le programme anarchosyndicaliste de notre Initiative prône l'unité des travailleurs multinationaux, leur lutte conjointe dans la région, contre le mouvement sioniste mené par les capitalistes locaux, contre la réaction arabe menée par l'Organisation de Libération de la Palestine, contre les islamistes, contre les régimes collaborateurs menés par les marionnettes loyales aux USA. En tant qu'anarchosyndicalistes nous luttons pour une société basée sur la confédération libre de syndicats révolutionnaires, et un congrès général des travailleurs, pour une société libre et égalitaire menée par les travailleurs du Moyen-Orient et du monde entier. Nous remercions nos amis des pays comme les USA, France, Grande-Bretagne, Espagne, Allemagne, et des autres pays qui travaillent courageusement contre les classes dominantes et leurs agents et pour la révolution sociale. Remerciements en particulier à B.C des IWW pour son soutien, à M. de WSA, à T. de la CNT-AIT, à U. de la FAU Berlin et à tous les autres compagnons et amis".

(Traduction CNT-AIT Toulouse, SI)

Grande-Bretagne : PRECARISATION A MARCHÉ FORCÉE

Comme son prédécesseur (de droite), le gouvernement travailliste (de gauche) poursuit sa politique de désertion des secteurs de la santé et du social, qu'il transfère progressivement aux églises et aux organisations humanitaires. Dans le fond, il s'agit d'une copie de la politique pratiquée aux USA : les hauts revenus peuvent s'offrir l'accès à des soins dans le secteur privé -la qualité étant plus ou moins proportionnelle au tarif- tandis que les bas salaires (et ceux qui n'ont pas de salaire du tout) peuvent toujours s'adresser à un secteur public exsangue qui organise le rationnement des soins et des services. La situation est telle que, dans

certaines villes des USA, les services de santé ont été totalement remis à des groupes catholiques fondamentalistes d'extrême droite.

Pour en revenir à la Grande-Bretagne, ces choix politiques, désastreux pour la population en général, ont bien entendu une incidence sur les travailleurs des secteurs de la santé et du social : au fur et à mesure que les prestations reculent, ils se retrouvent eux aussi au chômage. Les plus chanceux réussissent à se faire réembaucher dans le secteur associatif, généralement à temps partiel. Ici, les patrons associatifs ont décrété que les heures supplémentaires n'avaient pas à être payées mais récupérées en temps de congé ... sauf qu'en pratique, l'organi-

sation des plannings ne permet que rarement les récupérations. Alors on estime à 23 millions de livres les heures supplémentaires qui n'ont ni été payées ni récupérées !

Après une période de grande atonie, il semble qu'un réveil se produise parmi les travailleurs du social et de la santé. Solidarity Federation (section anglaise de l'AIT), dont nous tirons ces informations, appelle les salariés à créer un véritable réseau de lutte pour relancer l'action. Ajoutons que la situation en France n'est guère plus brillante : un gouvernement de droite démolit la santé et le social avec autant de convictions qu'un gouvernement de gauche, même s'il a un temps de retard !

#

"Pouvoir néostalinien en difficulté recherche terroristes islamistes pour collaboration ponctuelle et plus si affinités."

Ce n'est plus un secret pour personne, le navire "Sainte Russie" fait eau de toute part; son dernier capitaine en date, le calamiteux Poutine, ne sachant plus à quel Saint-Georges se vouer, tente de conjurer la menace de naufrage par quelque puissant artifice qui galvaniserait les énergies défaillantes de l'équipage et des passagers. Issu des cadres du KGB comme nombre de ses prédécesseurs aux postes de commande (Andropov et Gorbatchev par exemple), Poutine pense et agit policièrement. Dans une société en voie de décomposition avancée (les systèmes de santé et d'éducation sont en déroute, nombre de salaires et de retraites ne sont plus versés, etc.), le KGB (rebaptisé FSB) seul fonctionne : colonne vertébrale du régime soviétique, il est resté intact le pilier de la "nouvelle" Russie, dernier rempart des anciens maîtres hâtivement relookés en néo-libéraux. Il imprime donc sa marque indélébile sur toute la "vie politique" russe. Tout à la fois service d'espionnage, police politique et véritable armée de l'intérieur destinées à réprimer toute velléité de révolte, le KGB ou FSB s'est toujours montré parfaitement machiavélique et incroyablement brutal envers la population : c'est la grande tradition de la police bolchévique, de la Tcheka au Guépéou en passant par le N.K.V.D. ; leurs victimes se comptent par millions.

Depuis le 11 septembre 2001, les stratèges du Kremlin tentent de rallier la croisade contre le terrorisme international, parfaitement conscients des bénéfices politiques substantiels que ce ralliement dégageait tant sur le plan intérieur qu'au niveau international. Disons-le tout net : "Calamity Poutine" rêve en fait tout haut d'un 11 septembre russe qui classerait, sans conteste possible, la nation russe parmi les victimes du nouveau fléau. Il pourrait afin abandonner sa vieille défroque de bourreau et endosser l'habit plus seyant de victime. Il n'est pas question de minimiser le rôle de la "résistance" tchétchène dans un certain nombre d'attentats, mais il semble évident que le Kremlin a choisi la voie de la surenchère et a adopté la fameuse "stratégie de la tension" utilisée avec un certain succès (par les services

italiens et américains) dans l'Italie des années 70 et plus tard dans l'Algérie que terrorisaient alors des islamistes (dont les liens avec la sécurité militaire étaient on ne peut plus voyants).

En cette fin d'août 2004, en Russie, on a l'impression d'assister à la mise en place, avec montée en puissance, d'une opération majeure. Une série de faits troublants laisse à penser qu'il y a vraisemblablement instrumentalisation par les services russes de certains groupes tchétchènes.

Ainsi, le 21 août dernier, à Grozny1, plus de 500 "combattants tchétchènes" se sont déployés dans les rues du quartier Oktiabrskoe pour procéder à des vérifications d'identité. Recherchant des collaborateurs tchétchènes pro-russes, ils ont abattu 31 personnes sans susciter la moindre réaction de la Kommandantura russe, distante de 200 mètres des barrages routiers des "boevikis"2. Au cours de cette opération, qui a duré quelques heures, aucun soldat russe n'a été inquiété, la Kommandantura (QG et centre de torture) honnie pourtant, n'a été la cible d'aucun tir.

Une telle non-ingérence dans les affaires d'autrui présuppose que des accords aient été passés -ce qui est plausible- entre belligérants. Rien non plus n'interdit de penser que ces boevikis étaient en fait des supplétifs tchétchènes (selon des témoignages, les uniformes étaient neufs, presque trop). Ces faux boevikis, réellement miliciens, auraient alors éliminé des éléments rivaux (pour cause d'intérêts mafieux divergents) ou, encore plus vraisemblablement, exécuté des membres ou sympathisants de la "cause tchétchène", comme le laisse supposer un communiqué laconique des autorités publié le lendemain, faisant état de l'élimination d'une trentaine de séparatistes dans les rues de la capitale ; aucun détail n'est donné sur les circonstances de l'opération. L'événement doit rester dans le flou, l'identité et les motivations des protagonistes, invérifiables : c'est une manœuvre de désinformation3.

Le 24 août, deux Tupolev qui assuraient la liaison Moscou - Sotchi (lieu de villégiature de Poutine) explosent en plein vol (bilan : 90 morts). Des

traces d'explosifs sont relevées sur les débris des appareils ; il s'agit d'hélogène, un explosif militaire, celui qui avait servi à faire sauter des immeubles et leurs habitants dans la banlieue de Moscou en août 1999. L'attentat avait été attribué à des Tchétchènes, mais l'arrestation maladroite d'individus suspects (à Ryazan le 17 septembre de la même année) avait quelque peu semé le doute (il s'agissait de membres du FSB). Cette vague d'attentats avait quand même permis à Poutine de relancer la 2ème guerre en Tchétchénie.

L'enquête sur le crash des deux Tupolev conclut rapidement à la présence de femmes kamikazes de nationalité tchétchène. Malheureusement pour les enquêteurs, le profil des deux candidates au suicide ne correspond guère à celui de la terroriste-type : l'entourage familial ne leur connaissait aucun lien avec la rébellion, elles ont disparu le 22 août alors qu'elles se rendaient en bus de Grozny à Bakou pour y acheter des fournitures scolaires qu'elles revendaient ensuite sur les marchés. (Elles ont disparu en laissant des dettes, ce que les candidats au martyre ne font paraître jamais).

Les médias commencent au lendemain du crash à parler de "11 septembre russe". La même semaine, un attentat dans le centre de Moscou fait 11 morts. Le 29 août, la Tchétchénie élit, dans des conditions ubuesques (ce sont surtout les militaires russes qui font office d'électeurs) comme président le policier Alou Alkhanov en remplacement du tristement fameux chef de milice pro-russe Akmad Kadyrov, tué le 9 mai dans un attentat. La pseudo normalisation de la situation apparaît pour ce qu'elle est, une fumisterie.

Début septembre, cette montée en puissance de la violence atteint son apogée avec la prise d'otages de Beslan et le carnage qu'elle a provoqué. Le "11 septembre russe" prend tournure : Poutine annonce, dans sa déclaration de guerre au terrorisme international, qu'il s'autorise à mener des guerres préventives au delà des frontières nationales, suivant en cela le superbe exemple américain, "l'américan way of death".

A n'en pas douter, la Tchétchénie ne suffit plus à calmer les ardeurs guerrières du Kremlin, il s'agit visiblement d'élargir le champ de bataille ; les Georgiens, dont on sait que les frontières ne sont pas hermétiques aux boevikis sont-ils dans la ligne de mire ?

Nous saurons sans doute bientôt qui jouera le rôle de l'Irak dans la version russe de "Et les innocents seront

vengés". Quoiqu'il en soit, Poutine et son entourage ont déjà empoché un nouvel avantage : les 89 gouverneurs des régions et républiques qui constituent la Fédération de Russie ne seront plus élus au suffrage universel, mais nommés directement par le Président ; des réformes électorales visant à accroître le poids des grands partis sont annoncées dans le même temps.

On voit bien quels énormes bénéfices le pouvoir retire de la "lutte" contre le terrorisme ; ce danger qui le menace mais qu'il encourage en sous-main contribue en fait à le renforcer considérablement. Imputant aux terroristes des crimes qu'ils n'ont pas toujours commis, le pouvoir n'hésite pas, pour "alourdir la note" à leur fournir une aide efficace quand il le peut. Ainsi, le commando de Beslan a probablement été passablement manipulé, depuis la composition du groupe (comprenant des gens qui avaient été arrêtés en Ingouchie pour des faits de terrorisme mais mystérieusement relâchés avant l'opération) jusqu'à son acheminement sans encombre à travers les différents barrages (la corruption généralisée n'explique pas tout). Le déroulement de l'assaut prouve manifestement que les autorités se souciaient fort peu de la vie des otages (emploi de chars T52...). Il s'agissait bien d'aller à l'affrontement, au carnage.

L'ogre avait besoin de sang, si possible frais et innocent, pour pouvoir lancer une vengeance à la taille du crime et asseoir ainsi plus durablement son autorité.

Gargamel.

1 _ Grozny : la capitale de la Tchétchénie est quadrillée par d'importantes forces de sécurité. Il y a plus de 100 000 soldats russes sur le territoire ; à peu près un soldat russe pour neuf habitants. La capitale est parfaitement bien investie. On estime les forces tchétchènes à 4 à 5 000 hommes. 2 _ Boeviki : combattant Tchétchène. 3 _ L'un des six départements de l'ex-KGB était consacré exclusivement à la désinformation.

Sources d'information : "Le Monde", "Libération", "France Culture".

RENTREE SCOLAIRE

La rentrée des classes, c'est le début d'une nouvelle année de boulot à l'école, c'est donc aussi gai que de retourner à l'usine. Mais c'est quand même le moment des bonnes résolutions : cette année, on va bosser correctement, ne serait-ce que pour éviter le stress des contrôles, on est plein de bonnes intentions. Ça durera ce que ça durera. Mais, et les profs, ça leur fait quoi une rentrée ?

Cette année, en tant que parents de collégien nouveau (entrée en 6ème), on était invités à une réunion de rencontre entre parents et professeurs. Nous nous installons tous dans une salle de classe et les professeurs passent tour à tour nous expliquer comment ils travaillent et ce qu'ils attendent de leurs élèves. Après le passage d'une dizaine de profs, on est édifié ! La prof de maths, qui cachait mal ses tendances hystériques, expliquait qu'elle n'attendait pas des élèves qu'ils soient forts en maths, mais qu'elle ne supportait pas ceux qui ne font pas d'efforts et que, de toutes façons, les 6èmes l'agacent. Le prof de français, bourré de tics, le sourire en forme de rictus, racontait qu'il tenterait de montrer le rôle de l'écrit dans la culture et qu'il ferait étudier Pinocchio aux élèves. Le prof d'histoire-géo, fraîchement sorti de l'école, petite boucle à l'oreille, insistait sur l'importance de la rigueur et précisait que les élèves seraient notés sur leur rigueur dans le travail. La prof de dessin, pointilleuse sur la fabrication du pinceau, ne supportait pas les tricheurs. La prof de sciences naturelles voulait absolument des stylos de différentes couleurs séparés pour que les élèves ne trichent pas en corrigeant leurs copies. La prof de sports avait un peu le charme militaire. Tous donneraient très peu de devoirs à la maison, juste la leçon à apprendre et deux ou trois exercices (à multiplier par le nombre de matières). En sortant, l'un d'entre eux a précisé à un parent qui mâchait un chewing-gum qu'il ne supportait pas ça en classe. Le coupable, une forte tête, répondit qu'il s'en foutait, parce qu'il n'était plus à l'école.

Puis ce fut le tour du principal, de l'adjoint et de la CPE (conseillère principale d'éducation, c'est-à-dire flic chef). Ils nous expliquèrent que les élèves doivent reporter leurs notes dans leur carnet de correspondance, mais qu'on recevrait ces notes en double par courrier, ce qui serait l'occasion de demander à nos enfants pourquoi certaines notes ont été reportées dans le carnet et pas d'autres, sans doute moins bonnes. La CPE expliqua qu'elle avait un rôle répressif, qu'elle assumait totalement, et qui n'était pas du tout incompatible avec son deuxième rôle, celui d'être à l'écoute des élèves qui auraient besoin de se confier (on croit rêver !).

Une conclusion s'impose : ça attaque ! Ce métier est trop dur et ça se voit. A croire que cela rend presque tous maniaques, à vouloir ceci et pas cela, à être gonflés de certitudes et bourrés de tics et de phobies, et à tellement craindre les élèves ! A les entendre, ce sont tous des tricheurs, des menteurs, des insolents, des violents... Ils semblent donc passer leur temps à s'en protéger, à les épier pour les prendre en faute. Ils n'ont pas affaire à des enfants mais à des fauves, et eux se prennent pour des dompteurs. Nous, on ne peut pas comprendre, on n'en a qu'un ou deux (et encore, on ne les connaît pas sous leur "vrai visage"), imaginez donc, quand ils sont en meute !

Comment attendre d'un enfant qui arrive dans un tel climat de méfiance, de tension et de coercition, qu'il ne réagisse pas ? On les accueille comme des fauves, ils se devront de se conduire un peu en fauves. Ça les fera grandir, après tout, et puis ça confortera les profs et surveillants dans leur idée qu'ils avaient bien raison de s'en méfier : la boucle est bouclée.

Alors qu'il suffirait déjà de diminuer les effectifs des classes de moitié pour permettre des relations complètement différentes. Et puis il faudrait peut-être aussi apprendre aux futurs profs à s'intéresser aux enfants et aux adolescents. Et puis on pourrait soigner les profs fatigués nerveusement et leur proposer de faire de la poterie pendant quelques années. Et puis, et puis... il va vraiment falloir le démolir, ce monde de domination.

Fanny

A EDF ON NE FAIT PAS TOUTE LA LUMIERE LORSQU'ON VOLE LES PAUVRES !

* Mi-décembre 2003, ne pouvant payer la totalité de ma facture d'énergie, j'avertis EDF que je dépose une demande d'aide auprès de l'assistante sociale.

* Le 17 décembre 2003, EDF me met en " service maintien d'énergie " c'est-à-dire m'impose le changement de mon option de base en la réduisant de 6 kVA à 3 kVA (c'est comme ça lorsqu'on demande de l'aide pour payer ses factures !)

* Le 3 février 2004, la Commission d'aide de la DDASS m'accorde 59.50 euros sur ma facture de 84.90 euros du 18 novembre 2003.

* Le 7 février, je paye la différence sur cette facture soit 25.40 euros

* Le 21 janvier et le 19 mars, EDF m'envoie d'autres factures pour lesquelles je demande à nouveau de l'aide à deux reprises. Les réponses négatives de la DDASS me parviendront respectivement pour ces deux factures d'un total de 380 Euros, le 7 avril et le 5 mai.

* Mais, entre temps, le 2 mars, EDF - sans me tenir informée - limite ma puissance électrique à 1000 Watts soit 1 kVA (ce qui provoquera des dégâts irréparables sur mon écran d'ordinateur que je dois jeter).

* La puissance à 3 kVA sera rétablie le 5 mars après démarches auprès de différents services du Conseil Général.

* Le 3 juin, j'arrive "miraculeusement" à payer ma dette de 380 euros à EDF grâce à une somme que l'ASSEDIC avait omis de me verser pendant ma période de CES l'année précédente. Mais, c'est alors que JE CONSTATE que depuis le 17 décembre 2003, date à laquelle la puissance de mon compteur a été réduite à 3 kVA, EDF me fait allègrement payer l'abonnement sur 6 kVA et ce, sans état d'âme, semble-t-il !

* Le 29 juillet, après avoir reçu ma dernière facture, j'écris à EDF de bien vouloir la recalculer en rectifiant le prix de mon abonnement depuis le 17 décembre 2003, soit de le ramener à 1.99 euros/mois au lieu de 5.07 euros/mois pour les 7 mois écoulés.

* Le 24 août, EDF me fait parvenir deux lettres :

- La 1ère insistant, je cite, sur : " l'urgence de payer cette dernière facture avant le 1er septembre faute de quoi ma fourniture d'énergie sera suspendue ou fortement réduite... ".

- La 2ème me proposant un rendez-vous, chez moi, pour venir diminuer la puissance de mon compteur, suite à ma demande (?). Or, je suis toujours en service minimum d'énergie à 3 kVA et ma demande semble pourtant claire : éditer une facture qui tiendrait compte de la différence entre 6 et 3 kVA.

Vous avez réussi à suivre ou je recommence... ? Je vous avoue que moi aussi je fatigue ! Mais ce n'est pas fini, car il y a la cerise sur le gâteau. Ces 3 kVA m'ont été imposés par EDF; or, ces derniers ne goûtent guère que j'exige mon dû concernant l'abonnement et décident de se payer (ma tête) en appliquant le prix du kWh qui passera de 0,1057 à 0,1290 euros et sera recalculé sur les 7 mois écoulés. Autrement dit, plus vous consommez bas et plus vous payez cher, même quand vous n'avez rien demandé !

Voilà un exemple de lutte au quotidien qu'il faut mener lorsqu'on est en difficulté. Voilà comment, dans l'indifférence la plus totale et avec la plus grande indignité, un "Service Public" s'acharne à enfoncer les citoyens les plus démunis. C'est une véritable honte, mais je préfère garder l'espoir qu'il reste encore dans ces Services Publics quelques personnes qui auront encore envie d'appliquer la pensée d'Errico Malatesta : REVOLUTION : "C'est l'organisation de tous les Services Publics pour ceux qui y travaillent, dans leur propre intérêt autant que dans celui du public".

P.S. : UN GRAND MERCI A TOUS CEUX ET CELLES QUI M'ONT APPORTE LEUR AIDE ET LEUR SOUTIEN PENDANT CETTE PERIODE-LA ET QUI SE RECONNAITRONT.

Nanie.

Des nouvelles des prisonniers d'A.D.

Joëlle AUBRON - libérée, oui, enfin et heureusement. Elle est bien sûr toujours en traitement et suivie par le CHU de Lille. Elle a retrouvé la vie au dehors, le goût d'être libre.

Nathalie MENIGON - oui, nous savons, elle risque toujours une "attaque". Mais quand ? alors, n'est-ce pas, elle peut continuer à vivre en détention ! C'est ce qu'"eux", la belle administration française a conclu. Son avocat (Me Ripert, de Grenoble) dépose pour elle une demande de remise de peine. Affaire à suivre, à soutenir.

Jean-Marc ROUILLAN - Toujours à Fresnes. A eu droit à toute une panoplie d'exams médicaux, et il n'aurait rien de grave, nous affirme-t-on. A présent, Il espère revenir rapidement dans une centrale méridionale, mais il ne décide pas, il attend et il continue à écrire. "Ils" le préfèrent enfermé, c'est sûr. Jusqu'à quand ?

Georges CIPRIANI - va mieux. Mais irait tellement mieux (le moral influant) dehors. Mais ça ne se soigne pas par les rayons X. Alors ils le gardent.

Voilà. Encore quelques mois avant le futur anniversaire d'incarcérés depuis 18 ans (en février 2005), si rien ne change ! Alors finira leur "période incompressible" Qu'en dites-vous ? Qu'en disons-nous ?

Régis SCHLEICHER - lui, il a fini sa "peine incompressible" (15 ans) depuis 5 ans. Lui, il est toujours debout. Ce sont 20 ans accomplis entre 4 murs (21 ans en mars). Il est à Clairvaux, dans la cellule de Blanqui. Cet été, sa nouvelle demande de mise en liberté a été rejetée. Quand vivra-t-il enfin dehors ?

Remember

Très isolé, ce prisonnier souhaite recevoir de la correspondance et pouvoir échanger des idées. Si vous lui écrivez, pensez à joindre papier enveloppe timbrée pour la réponse. Son adresse est la suivante : Michel LEGALL, Maison d'arrêt de l'Hermitage, numéro d'écrou 10717, 171 rue du Gal Paulet, 29804 Brest

MARCHE POUR LA LIBERATION DE STEPHANIE ET CONTRE LA LOGIQUE CARCERALE

Samedi 16 octobre 2004

Les Amis de Stéphanie organisent une marche sur la prison de Seysses pour dénoncer la logique carcérale et exiger la libération de Stéphanie. Deux rendez-vous pour marcher avec nous : à 11h30, Place du Capitole et à 16 h 30 devant l'église de Seysses. Venez nombreux.

DEBAT PUBLIC

Lundi 15 novembre, 20 h 30 : grande salle du Sénéchal,
Rue de Rémusat, débat public :
"AZF, affaire ALEGRE , Stéphanie..., quelle justice à Toulouse ?

CONTACTS

TOULOUSE

CNT AIT, 7 rue St Remesy, 31000 TOULOUSE
05 61 52 86 48

_ Permanence publique, au siège du syndicat, tous les samedis de 17h à 19h (la rue St Rémésy est parallèle à la rue Pharaon).

_ Tables de presse :

Tous les dimanches à partir de 10h30 : marché aux puces Saint-Sernin;

Tous les mercredis entre 12h30 & 13h30 : R.U du Mirail (section universitaire ATOS et JL);

MONTAUBAN

CNT AIT b.P. 158, 82001 Montauban cedex

_ Table de presse tous les samedis à partir de 10h30 : marché Prax Paris.

TARBES

_ Table de presse le dimanche de 10 à 12 h : marché aux vêtements (halle Mercadieu).

ALBI

SAMEDI 2 OCTOBRE 2004

_ Le matin : table de presse sur le marché de la Madeleine.

_ Repas amical à 12 h 30 (tél au local de Toulouse avant le 29 sept).

_ 14 h : Réunion publique CNT-AIT au café "Jour de fête"

QUERCY ROUERQUE

_ Ecrire à la CNT-AIT de Montauban qui transmettra.

B.I.B.

_ Le prochain BIB (Bulletin Inter Boîtes) sera confectionné le dimanche 3 octobre. Si vous voulez participer à sa rédaction ou à sa réalisation matérielle, n'hésitez pas. Prenez contact à une permanence, table de presse au 05 61 52 86 48.

BROCHURES

_ "Ils ont tué Pipo", récit documenté et analyse de ce qui, sous le nom de "bavure" constitue un crime, ainsi que sur la répression et la récupération politique.

_ "Les élections professionnelles contre le syndicalisme", ou pourquoi la CNT-AIT est résolument contre les élections.

_ "AZF Assassins". L'incurie de l'État au moment et après l'explosion de l'usine AZF.

_ "École de la République = école de la soumission". Un petit pavé dans la mare de la rentrée scolaire.

_ "Espagne Libertaire". Un grand classique.

Ces brochures sont disponibles au journal
(2 euros l'exemplaire, port compris)
et sur nos tables de presse.

COMMUNIQUE

_ Fête antimilitariste du COT, Samedi 20 novembre, à partir de 17 heures, salle de la Verrerie à Carmaux (81).

_ Pour un pot de yaourt ! Il avait lancé un pot de yaourt sur Sarkozy. Il passera en procès à Toulouse le 28 sept.

J.L. - JEUNES LIBERTAIRES

Le samedi (15/19 h), 7 rue St Rémésy à Toulouse.

Site : <http://anarchie.net/jeuneslibertaires> /// E-mail : jeuneslibertaires@free.fr